



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 45 du 30 octobre 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 2 novembre 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1057
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	1057
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	1057
Bureau des réglementations	1057
Extrait de l'arrêté du 17 septembre 2009 portant agrément d'un organisme de formation pour les conducteurs de taxis (CNFT)	1057
Extrait de l'arrêté du 17 septembre 2009 portant agrément d'un organisme de formation pour les conducteurs de taxis (CFCRM)	1057
Extrait de l'arrêté du 17 septembre 2009 portant agrément d'un organisme de formation pour les conducteurs de taxis (centre de formation de moniteurs de la région Lorraine, Lorraine sécurité routière)	1057
Extrait de l'arrêté du 6 octobre 2009 portant agrément et autorisation de fonctionnement d'une agence de recherche privée - Autorisation préfectorale n° 8/54.....	1058
Extrait de l'arrêté du 27 octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance au Crédit Immobilier de France Centre Est, 8 place de la République - 54000 Nancy	1058
Extrait de l'arrêté du 27 octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance au magasin La Centrale des Artisans Coiffeurs, rue du Rabbin Haguenauer - 54000 Nancy	1058
Extrait de l'arrêté du 27 octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance au salon MELODIE Coiffure, 64 rue Gambetta - 54800 Jarny	1059
Extrait de l'arrêté du 27 octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance au salon MELODIE Coiffure, 64 rue de Franchère - 54240 Joëuf	1059
Extrait de l'arrêté du 27 octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance au centre commercial Saint-Sébastien - BL N° 93 - 54045 Nancy	1060
Extrait de l'arrêté du 27 octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance au supermarché MATCH, rue Pierre ADT - ZAC d'Atton - 54700 Atton	1060
Extrait de l'arrêté du 27 octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à la boutique « En passant par la Lorraine » - centre commercial CORA - 54180 Houdemont.....	1060
Extrait de l'arrêté du 27 octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à la société C&A - centre commercial Saint-Sébastien - 54045 Nancy	1061
Extrait de l'arrêté du 27 octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à la pharmacie, 1 bd de l'Europe - 54350 Mont-Saint-Martin	1061
Extrait de l'arrêté du 27 octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à la pharmacie, 8 square de Liège - centre commercial Montet Octroi - 54500 Vandœuvre.....	1062
Extrait de l'arrêté du 30 octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à la SARL GIERELLI - A 31 aire de Loisy - 54700 Loisy	1062
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	1063
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	1063
Extrait de l'arrêté n° 54-2008-00147 du 7 octobre 2009 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement concernant le programme de restauration et d'entretien du Longeau et de la Seigneulle sur les communes d'Allamont, Brainville, Friaucourt et Conflans-en-Jarnisy	1063
Extrait de l'arrêté n° 54-2009-00017 du 7 octobre 2009 portant autorisation au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant le rétablissement de l'ancien lit du ruisseau de la fontaine de Frocourt sur la commune de Heillecourt	1065
Extrait de l'arrêté modificatif du 21 octobre 2009 relatif à la composition de la commission départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur en Meurthe-et-Moselle.....	1067
Extrait de l'arrêté n° ISDI-54-009-009 du 30 octobre 2009 relatif à une installation de stockage de déchets inertes à Hatriz	1067
Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique	1068
Extrait de l'arrêté du 14 octobre 2009 modifiant l'arrêté du 7 novembre 2008 fixant la nouvelle composition de la commission départementale consultative des gens du voyage.....	1068
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières.....	1068
Arrêté n° 09.OSD.39 du 26 octobre 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Françoise NOITON, directrice des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle	1068
Arrêté n° 09.BMSSE.131 du 29 octobre 2009 accordant délégation de signature à M. Miguel FABBRI, directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle	1069
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	1070
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	1070
Extrait de l'arrêté du 14 octobre 2009 autorisant l'abandon de la compétence « réalisation d'études d'assainissement » par le syndicat intercommunal pour l'aménagement de la vallée amont du Madon 31 décembre 2009 et modifiant les statuts en conséquence	1070
Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 21 octobre 2009 (Meurthe-et-Moselle/Vosges) autorisant la dissolution du syndicat intercommunal pour l'aménagement de la vallée de l'Euron	1070
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	1071
Extrait de l'arrêté en date du 19 octobre 2009 autorisant la modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes des Deux Rivières	1071
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	1071
DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG	1071
Centre de détention d'Ecrouves - Décision du 19 octobre 2009 portant délégation de signature pour des décisions administratives individuelles	1071
Centre de semi liberté de Maxéville - Décision du 27 octobre 2009 portant délégation permanente de signature à M. MASSON Jean-Pierre, 1 ^{er} surveillant, pour des décisions administratives individuelles.....	1072
Centre de semi liberté de Maxéville - Décision du 27 octobre 2009 portant délégation permanente de signature à M. THIERY Claude, major pénitentiaire, adjoint au chef d'établissement, pour des décisions administratives individuelles	1073
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE	1075
Extrait de la délibération n° 107/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 décembre 2008	1075
Extrait de l'arrêté ARH n° 114 du 21 octobre 2009 fixant la liste des établissements identifiés par l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine pour lesquels l'Assurance Maladie prend en charge les implants cochléaires et les implants du tronc cérébral dans le traitement des surdités profondes	1075
Service actions et établissements de santé	1075
Extrait de l'arrêté n° 32 du 19 octobre 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port	1075
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	1076
Service cohésion sociale.....	1076
Extrait de l'arrêté DDASS/SCS/ n° 1120 du 30 septembre 2009 portant approbation de la convention constitutive du groupement de coopération sociale et médico-sociale REGAIN 54 (Regroupement d'associations d'insertion de Nancy 54) – Modification d'intitulé	1076
Service santé-environnement	1077
Extrait de l'arrêté n° 963/2009/DDASS/SE du 19 octobre 2009 portant déclaration d'insalubrité rémissible du logement d'habitation avec interdiction temporaire d'habiter et d'utiliser les lieux sis 1 bis, rue Jules Ferry à Malzéville (54220)	1077
Extrait de l'arrêté n° 1071/2009/DDASS/SE du 19 octobre 2009 portant déclaration d'insalubrité rémissible du logement du rez-de-chaussée de l'immeuble d'habitation sis 22, rue des Morlots à Uruffe (54112).....	1079
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE	1081
Service agriculture, forêt, chasse	1081
Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/N° 491 du 25 septembre 2009 portant sur l'envoi en prise de possession provisoire sur la commune de Pettonville	1081
Service aménagement durable, urbanisme, risques	1082

Commune de Charmois - Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/ADUR/036 du 29 octobre 2009 - Approbation de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme	1082
DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	1082
Extrait de l'arrêté du 26 octobre 2009 relatif à l'agrément de la SCOP "Présence Plus" à Mont-Saint-Martin (54350).....	1082
AUTRES SERVICES.....	1083
RESEAU FERRE DE FRANCE.....	1083
Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 10 septembre 2009 d'un terrain sis à Laneuveville-aux-Bois (54)	1083
Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 19 octobre 2009 d'un terrain sis à Varangéville (54)	1083
TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANCY.....	1083
Décision de délégation de signature du 19 octobre 2009	1083
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	1083
Décision de délégation de signature du 14 octobre 2009	1083
Décision de délégation de signature du 14 octobre 2009	1084
Décision de délégation de signature du 14 octobre 2009	1084
Décision de délégation de signature du 26 octobre 2009	1085
AVIS ET COMMUNICATIONS	1086
AUTRES SERVICES.....	1086
CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE	1086
Extrait de la décision n° 09-11 du 27 juillet 2009 relative à la mise en œuvre d'une évolution fonctionnelle du traitement portant sur la gestion des ressources humaines institutionnelles	1086
Extrait de la décision n° 09-14 du 22 septembre 2009 relative à la mise en œuvre d'une enquête pour la surveillance épidémiologique en milieu du travail réalisée en collaboration avec l'Institut de veille sanitaire	1087
Extrait de la décision n° 09-15 du 12 octobre 2009 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant la mise en œuvre d'une évaluation de satisfaction du réseau Alzheimer.....	1088
CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY.....	1088
Avis de concours interne sur titres du 6 octobre 2009 pour le recrutement d'infirmiers cadres de santé	1088
CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE.....	1088
Avis de concours sur titres du 9 octobre 2009 en vue de pourvoir un poste de préparateur en pharmacie hospitalière	1088
Avis de concours externe sur titres du 19 octobre 2009 pour le recrutement de deux ouvriers professionnels qualifiés (un poste : électricité ; un poste : cuisines).....	1089
CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN.....	1089
Décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'un diététicien(ne) du 23 octobre 2009.....	1089

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES***Bureau des réglementations***Extrait de l'arrêté du 17 septembre 2009 portant agrément d'un organisme de formation pour les conducteurs de taxis (CNFT)**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le centre national de formation des taxis (CNFT) 46, rue Armand Carrel 75927 PARIS CEDEX 19, dirigé par M Alain ESTIVAL, Président dudit organisme est agréé en vue de la préparation de l'ensemble des épreuves du certificat de capacité professionnelle et de la formation continue des conducteurs de taxis dans le département de Meurthe-et-Moselle sous les conditions suivantes :

N° AGREMENT	DENOMINATION DE L'ETABLISSEMENT	ETAT-CIVIL DE L'EXPLOITANT	ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT
2-54-2009	Antenne du département de Meurthe-et-Moselle du C.N.F.T.	M. Alain ESTIVAL	5 rue de la Vologne – 54520 LAXOU

Article 2 : L'agrément est accordé pour une durée de trois ans. La demande de renouvellement devra être formulée trois mois avant la date d'échéance.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- M. Alain ESTIVAL, Président du centre national de formation des taxis,
 - Mme la présidente de la chambre de métiers,
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique,
 - M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
- et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 17 septembre 2009 portant agrément d'un organisme de formation pour les conducteurs de taxis (CFCRM)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le centre de formation des conducteurs routiers de la Moselle (CFCRM) ALTMEIER, 160, rue des Jardins à FORBACH (57600), exploité par M Bernard ALTMEIER, est agréé en vue de la préparation de l'ensemble des épreuves du certificat de capacité professionnelle et de la formation continue des conducteurs de taxis dans le département de Meurthe-et-Moselle sous les conditions suivantes :

N° AGREMENT	DENOMINATION DE L'ETABLISSEMENT	ETAT-CIVIL DE L'EXPLOITANT	ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT
3-54-2009	Antenne du département de Meurthe-et-Moselle du C.F.C.R.M	M. Bernard ALTMEIER	870 rue Denis Papin, zone industrielle - 54710 LUDRES

Article 2 : L'agrément est accordé pour une durée de trois ans. La demande de renouvellement devra être formulée trois mois avant la date d'échéance.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- M. Bernard ALTMEIER, exploitant du centre de formation des conducteurs routiers de la Moselle,
 - Mme la présidente de la chambre de métiers,
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique,
 - M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
- et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 17 septembre 2009 portant agrément d'un organisme de formation pour les conducteurs de taxis (centre de formation de moniteurs de la région Lorraine, Lorraine sécurité routière)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Le centre de formation de moniteurs de la région Lorraine, Lorraine sécurité routière, 148, zone piétonne 57601 FORBACH Cedex dont le gérant est M. Mariano CAMIOLO est agréé en vue de la préparation de l'ensemble des épreuves du certificat de capacité professionnelle et de la formation continue des conducteurs de taxis dans le département de Meurthe-et-Moselle sous les conditions suivantes :

N° AGREMENT	DENOMINATION DE L'ETABLISSEMENT	ETAT-CIVIL DE L'EXPLOITANT	ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT
4-54-2009	Antenne du département de Meurthe-et-Moselle du centre de formation de moniteurs de la région Lorraine, Lorraine sécurité routière	M. Mariano CAMIOLO	Locaux Nancy sécurité routière Parc d'activités Lafayette rue Jean Jaurès - 54320 MAXEVILLE

Article 2 : L'agrément est accordé pour une durée d'un an. La demande de renouvellement devra être formulée trois mois avant la date d'échéance.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- M. Mariano CAMIOLO, gérant du centre de formation de moniteurs de la région Lorraine,
 - Mme la présidente de la chambre de métiers,
 - M. le directeur départemental de la sécurité publique,
 - M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture,
- et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 17 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 6 octobre 2009 portant agrément et autorisation de fonctionnement d'une agence de recherche privée - Autorisation préfectorale n° 8/54

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : L'agence de recherches privées « ACIREF Centre Est » constituée en société à responsabilité limitée et dirigée par M Jean RENARD et Mme Eve RENARD située 48 bis, rue Gabriel Mouilleron 54000 NANCY est agréée pour exercer des activités de recherches privées.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur Jean RENARD,
 - Madame Eve RENARD,
 - Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique,
 - Monsieur le Greffier du tribunal de commerce de Nancy,
- et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 6 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Extrait de l'arrêté du 27 octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance au Crédit Immobilier de France Centre Est, 8 place de la République - 54000 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le Crédit Immobilier de France Centre Est, est autorisé à installer au 8 place de la République à Nancy (54000) un système de vidéosurveillance comportant 7 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0048

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Olivier LINGAT, Directeur Général
- M. Jean-Claude AMSLER, Directeur des Moyens Généraux
- M. Gérard COTEL, Directeur Informatique
- M. Frédéric COLSON, Responsable informatique

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean-Claude AMSLER, directeur des moyens généraux,
- M. le maire de NANCY,
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 27 octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance au magasin La Centrale des Artisans Coiffeurs, rue du Rabbin Haguenauer - 54000 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1^{er} : M. Patrick HAMANN, directeur général de La Centrale des Artisans Coiffeurs, 4 rue du Gravier – 57161 MOULINS-les-METZ, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance pour le magasin sis rue du Rabbin Haguenauer – 54000 NANCY comportant 4 caméras en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0021

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Hubert BANNWARTH, responsable informatique.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 : La titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Patrick HAMANN, directeur général de la centrale des artisans coiffeurs,
- M. le maire de NANCY,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 27 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 27 octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance au salon MELODIE Coiffure, 64 rue Gambetta - 54800 Jarny

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le salon MELODIE Coiffure est autorisé à installer dans son salon de coiffure sis au 64 rue Gambetta à JARNY, un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0051

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Pierrick BARBE, patron du salon de coiffure.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 6 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Pierrick BARBE patron du salon MELODIE Coiffure ;
- M. le maire de JARNY
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 27 octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance au salon MELODIE Coiffure, 64 rue de Franchère - 54240 Joeuf

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le salon MELODIE Coiffure est autorisé à installer dans son salon de coiffure, sis au 64 rue de FRANCHERE à JOEUF, un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0031

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. Pierrick BARBE, patron du salon de coiffure.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 6 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Pierrick BARBE patron du salon MELODIE Coiffure ;
- M. le maire de JOEUF
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 27 octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance au centre commercial Saint-Sébastien - BL N° 93 - 54045 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1^{er} : La Société SEPHORA est autorisée à installer au centre commercial Saint-Sébastien – BL N° 93 à NANCY (54045), un système de vidéosurveillance comportant 10 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0038

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Samuel EDON, directeur sécurité France
- M. Thierry HERRY, directeur sécurité Europe,
- M. Alexandre DORETTO, directeur du magasin
- Mme Anne-Pierre VOIRIN, adjointe
- Mme Julie MARTINS, adjointe
- Mme Noémie KHEMANCHA, adjointe
- M. Christian SIGISCAR, agent de sécurité
- M. Jean BUCHET, agent de sécurité
- M. Diery CISSE, agent de sécurité
- M. Karmy DELL ANNUNZIATA, agent de sécurité

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Thierry HERRY, directeur sécurité Europe,
- M. le maire de NANCY
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 27 octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance au supermarché MATCH, rue Pierre ADT - ZAC d'Atton - 54700 Atton

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le supermarché MATCH est autorisé à installer rue Pierre ADT – ZAC d'Atton à ATTON (54700), un système de vidéosurveillance comportant 16 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0040

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est M. THIETARD, directeur.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. THIETARD, directeur
- M. le maire de ATTON
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 27 octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à la boutique « En passant par la Lorraine » - centre commercial CORA - 54180 Houdemont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1^{er} : La boutique « clair de Lorraine » est autorisée à installer une boutique « en passant par la Lorraine » au centre commercial CORA à HOUEMONT (54180) un système de vidéosurveillance comportant 2 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0041

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont :

- M. Roger LEVY, responsable de la boutique
- Mme Brigitte LEVY, vendeuse
- M. Vincent FERRY, gérant
- Mme Sophie FERRY, co-gérante

La durée maximale de conservation des images est fixée à 7 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme Véronique PSAUME, assistante de directeur de « Clair de Lorraine »
- Mme le maire de HOUEMONT
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 27 octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à la société C&A - centre commercial Saint-Sébastien - 54045 Nancy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1^{er} : La société C&A est autorisée à installer au centre commercial Saint-Sébastien -à NANCY (54045), un système de vidéosurveillance comportant 24 caméras, en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0043

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : La personne chargée du droit d'accès aux images est :

- Mme BENKADDOUR, directrice.

La durée maximale de conservation des images est fixée à 15 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Mme BENKADDOUR, directrice.
- M. le maire de NANCY
- M. le Directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 27 octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à la pharmacie, 1 bd de l'Europe - 54350 Mont-Saint-Martin

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1^{er} : M. Eric BRAYER, pharmacien titulaire, est autorisé à installer un système de vidéosurveillance dans sa pharmacie sise 1 bd de l'Europe - 54350 MONT-SAINT-MARTIN, comportant 12 caméras en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0025

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Eric BRAYER, pharmacien titulaire et Mme Anne-Sophie BRAYER, employée comptable ;

La durée maximale de conservation des images est fixée à 30 jours.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Eric BRAYER, pharmacien titulaire,
- M. le maire de MONT-SAINT-MARTIN,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 27 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 27 octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à la pharmacie, 8 square de Liège - centre commercial Montet Octroi - 54500 Vandoeuvre

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1^{er} : M. Jean-Jacques HOMMEL, pharmacien est autorisé à installer un système de vidéosurveillance comportant 7 caméras en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.09.0017

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Jean-Jacques HOMMEL, pharmacien et Mme Constance HOMMEL, pharmacienne.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- M. Jean-Jacques HOMMEL, pharmacien,
- M. le maire de Vandoeuvre,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique.

Nancy, le 27 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
La directrice de la réglementation et des libertés publiques,
Véronique PHELPS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Extrait de l'arrêté du 30 octobre 2009 portant autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance à la SARL GIERELLI - A 31 aire de Loisy - 54700 Loisy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la finalité du système ;

Considérant que les prescriptions légales en matière d'information du public sont respectées ;

ARRETE

Article 1^{er} : la SARL GIERELLI – A 31 aire de Loisy – 54700 LOISY est autorisée à installer un système de vidéosurveillance comportant 3 caméras intérieures en conformité avec le plan produit, sous le numéro : 54.08.0119

sous réserve de la production d'un document attestant du respect des articles L 2223-32 et L 1222-4 du code du travail.

Article 2 : La présente autorisation est délivrée pour une durée de cinq ans renouvelable.

Article 3 : Les personnes chargées du droit d'accès aux images sont M. Vincent GIRELLI, gérant et GIRELLI Florence, co-gérante.

La durée maximale de conservation des images est fixée à un mois.

Toutes les opérations de vidéosurveillance seront réalisées dans le plus strict respect de la loi susvisée.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation tiendra un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au procureur de la République.

Article 5 : Toute modification du système de vidéosurveillance autorisé présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès de la préfecture.

Article 6 : Tout manquement aux dispositions des articles 10 modifié et 10-1 de la loi susvisée ou toute absence de déclaration en cas de modification pourra faire l'objet d'un retrait de la présente autorisation.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- la SARL GIRELLI, demandeur,
- au maire de LOISY,
- au colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le chef du bureau des réglementations,
Jean-Pierre DEVIDET

Voies et délais de recours : Dans les deux mois à compter de la présente notification/décision, les recours suivants peuvent être introduits : Un recours gracieux motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez.

Un recours hiérarchique peut être introduit auprès de M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre Mer et des Collectivités Territoriales – Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction des Libertés Publiques et de la Police Administrative – 11 rue des Saussaies 75008 Paris Cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif, 5, place de la Carrière – CO N°38 - 54036 NANCY Cédex.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement

Extrait de l'arrêté n° 54-2008-00147 du 7 octobre 2009 portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 et déclaration d'intérêt général au titre de l'article L. 211-7 du code de l'environnement concernant le programme de restauration et d'entretien du Longeau et de la Seigneulle sur les communes d'Allamont, Brainville, Friaucourt et Conflans-en-Jarnisy

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant :

- Que le présent projet de renaturation permet de remettre en eau d'anciens méandres, de diversifier le milieu, d'améliorer l'autoépuration et la qualité des eaux ;
- Que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;
- Que les travaux de reconquête du milieu ne peuvent être réalisés de façon cohérente sur l'ensemble des communes de Meurthe-et-Moselle que dans le cadre d'une Déclaration d'Intérêt Général
- Que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

ARRETE

TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION ET DE LA DECLARATION D'INTERET GENERAL

Article 1^{er} : Objet de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général

A la demande du Syndicat d'Aménagement du Longeau, représenté par son Président, les travaux, actions, ouvrages ou installations relatifs à l'opération suivante : PROGRAMME DE RESTAURATION DU LONGEAU ET DE LA SEIGNEULLE, sont déclarés d'intérêt général;

Le pétitionnaire, Syndicat d'Aménagement du Longeau représenté par son Président, est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : PROGRAMME DE RESTAURATION DU LONGEAU ET DE LA SEIGNEULLE sur les communes de :

- ALLAMONT, BRAINVILLE, CONFLANS-EN-JARNISY, FRIAUCOURT et JARNY.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.1.0	Installations, ouvrages, remblais et épis, dans le lit mineur d'un cours d'eau, constituant : 1) un obstacle à l'écoulement des crues (A) 2) un obstacle à la continuité écologique a) entraînant une différence de niveau supérieure ou égale à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (A) b) entraînant une différence de niveau supérieure à 20 cm mais inférieure à 50 cm, pour le débit moyen annuel de la ligne d'eau entre l'amont et l'aval de l'ouvrage ou de l'installation (D) Au sens de la présente rubrique, la continuité écologique des cours d'eau se définit par la libre circulation des espèces biologiques et par le bon déroulement du transport naturel des sédiments.	Déclaration
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1) Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2) Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Autorisation
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens : 1) Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A), 2) Dans les autres cas (D)	Autorisation
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1) Supérieure ou égale à 1 ha (A) 2) Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D)	Autorisation

Article 2 : Caractéristiques des ouvrages

Le plan de gestion comprend un programme de restauration et un programme d'entretien.

Le programme de restauration se déroulera de 2009 à 2011. Il comprend :

- Les travaux de réouverture d'anciens méandres qui portent sur :
 - * Traitement de la végétation des berges (coupes et élagages sélectifs d'arbres, défrichement) pour libérer le futur chenal d'écoulement.
 - * Terrasser pour rétablir une section d'écoulement, remblayer partiellement les lits rectifiés à déconnecter
 - * Mise en place de seuils de fonds en enrochements aux points de connexion aval pour stabiliser, de pente et de protection de berges par des techniques végétales au niveau des points, de connexion amont soumis à de fortes contraintes hydrauliques
 - * Création de passages à gué pour conserver les accès agricoles
 - * Création de seuils en enrochements bétonnés de 0,40 m de haut à l'amont de chaque tronçon déconnecté
 - * Plantations d'espèces adaptées au bord des cours d'eau, en complément de la végétation existante ou pour créer une ripisylve sur des secteurs totalement dépourvus de végétation ligneuse.
- Les travaux de restauration qui portent principalement sur :
 - * Traitement de la végétation des berges (coupe d'arbres, élagages, enlèvement sélectif des embâcles) qui est globalement vieillissante sur l'ensemble du lit vif.

- * Plantations d'espèces adaptées au bord des cours d'eau, en complément de la végétation existante ou pour créer une ripisylve sur des secteurs totalement dépourvus de végétation ligneuse.
- * Diversification du lit sur les secteurs monotones et pauvres en habitats aquatiques par mise en place de banquettes d'hélophytes ou d'épis rustiques pour recentrer les écoulements d'étiage, et de seuils rustiques pour diversifier les écoulements et les profondeurs.

Le programme de restauration sera suivi d'un programme de gestion visant à :

- * Assurer le bon écoulement des eaux en limitant le risque de formation d'embâcles par le déchaussement d'arbres fragilisés ou morts
- * Assurer la stabilité des berges en veillant à maintenir une végétation adaptée et saine et limiter l'accès au bétail
- * Améliorer les capacités d'auto épuration de la rivière et maintenir et favoriser les fonctions biologiques et paysagères des berges
- * Assurer le bon état des ouvrages pour éviter l'apparition d'écoulements préférentiels en travers de l'ouvrage et vérifier la franchissabilité par la faune piscicole.

Les travaux sont situés sur la carte annexée au présent arrêté.

TITRE II : PRESCRIPTIONS

Article 3 : Prescriptions spécifiques

Les travaux seront conduits avec le souci permanent de ne pas aggraver l'écoulement des crues éventuelles et de préserver le milieu aquatique.

Le libre écoulement des eaux sera maintenu pendant toute la période des travaux. Les travaux seront arrêtés si le débit devenait trop important, afin d'éviter tout risque de désordre sur le cours d'eau.

Le pétitionnaire prendra contact, avant le démarrage de chaque phase de travaux en rivières, avec la DIREN lorraine, afin de mettre en place un dispositif de surveillance des cours d'eau. Le pétitionnaire prendra ses dispositions pour connaître à tout moment la valeur des débits du Longeau à la station hydrométrique la plus proche. La périodicité de prise en compte de ces débits sera adaptée à l'évolution prévisionnelle des apports du bassin versant suivant les conditions fournies par les services compétents. Si des crues sont prévues, les engins seront retirés de la zone inondable.

Les travaux portant sur la végétation des berges seront réalisés depuis les rives en longeant la rivière.

Les travaux au sein du lit mineur seront réalisés en période de basses eaux, afin de limiter les incidences sur le milieu aquatique

Les travaux effectués dans le lit seront réalisés de manière à minimiser la mise en mouvement des matières en suspension par la mise en place de barrages filtrants, afin de retenir le maximum de matières en suspension.

Les détails d'exécution du programme prévisionnel d'intervention feront l'objet d'une concertation, avant le démarrage de chaque phase de travaux des services de l'ONEMA .

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever tous les décombres, terres, matériaux divers qui pourraient subsister.

Les arbres coupés seront laissés à la disposition des riverains qui en auront fait la demande préalablement à l'intervention de l'entreprise. Pour les autres bois, le pétitionnaire prendra ses dispositions pour les faire éliminer par broyage, brûlage ou évacuation et en aucun cas par enfouissement.

Les plantations sur rives ne pourront être entreprises qu'avec l'accord préalable du propriétaire riverain concerné.

Article 4 : Servitude de passage

Pendant les travaux, les riverains devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police et l'eau et de la police de la pêche.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Article 5 : Mesures de sauvegarde

Pendant les travaux, les ouvrages et les écoulements au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la demande de la police des eaux et de la pêche.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés, afin d'écartier tout risque de pollution des eaux. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ de pollution. Les abords du chantier seront nettoyés.

Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs débourbeurs déshuileurs. Cette surface sera impérativement en dehors des zones inondables.

Afin de permettre, s'il y a lieu, de prendre toute mesure préventive de sauvegarde du poisson, le permissionnaire avisera au moins quinze jours avant le début d'exécution des travaux le service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de Meurthe et Moselle et la D.D.E.A. de Meurthe et Moselle chargée de la police de l'eau et de la pêche.

Article 6 : Mesures de sécurité publique

L'entrepreneur veillera aux mesures de sécurité (signalisations, port de matériel de sécurité : casque, gants...).

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

TITRE III : DISPOSITIONS GENERALES

Article 7 : Durée de l'autorisation et la déclaration d'intérêt général

La présente autorisation est accordée jusqu'au 31/12/2013

La présente déclaration d'intérêt général est accordée jusqu'au 31/12/2014 pour permettre l'achèvement du programme pluriannuel d'entretien. Elle pourra être renouvelée pour 5 ans si le syndicat intercommunal d'aménagement du Longeau et de la Seigneulle présente 6 mois avant l'échéance un nouveau plan de gestion pour des opérations groupées d'entretien régulier du cours d'eau.

Article 8 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 9 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et, prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 10 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 11 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 12 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 13 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 14 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de : ALLAMONT, BRAINVILLE, CONFLANS-EN-JARNISY, FRIAUVILLE et JARNY ;

Un extrait de la présente autorisation, énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise, sera affiché pendant une durée minimale d'un mois dans les mairies de : ALLAMONT, BRAINVILLE, CONFLANS-EN-JARNISY, FRIAUVILLE et JARNY ;

Un exemplaire du dossier de déclaration d'intérêt général nécessitant une demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie de la commune de BRAINVILLE ;

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 15 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans suivant sa notification, dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 16 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de BRIEY, le président du Syndicat Intercommunal d'Aménagement du Longeau et de la Seigneulle, les maires des communes de ALLAMONT, BRAINVILLE, CONFLANS-EN-JARNISY, FRIAUVILLE et JARNY, le chef de la brigade départementale de Meurthe-et-Moselle de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle et le commandant du Groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Nancy, le 7 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° 54-2009-00017 du 7 octobre 2009 portant autorisation au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant le rétablissement de l'ancien lit du ruisseau de la fontaine de Frocourt sur la commune de Heillecourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans le délai de 15 jours qui lui est réglementairement imparti sur le projet d'arrêté d'autorisation qui lui a été transmis ;

A R R E T E

TITRE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1^{er} : Objet de l'autorisation

Le pétitionnaire, Communauté Urbaine du Grand Nancy représentée par son Président, est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante :

Rétablissement de l'ancien lit du ruisseau de la fontaine de Frocourt sur la commune de HEILLECOURT.

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
3.1.2.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1) Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) 2) Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D)	Autorisation
3.2.2.0	Installations, ouvrages, remblais dans le lit majeur d'un cours d'eau : 1) Surface soustraite supérieure ou égale à 10 000 m ² (A) 2) Surface soustraite supérieure ou égale à 400 m ² et inférieure à 10 000 m ² (D) Au sens de la présente rubrique, le lit majeur du cours d'eau est la zone naturellement inondable par la plus forte crue connue ou par la crue centennale si celle-ci est supérieure. La surface soustraite est la surface soustraite à l'expansion des crues du fait de l'existence de l'installation ou ouvrage, y compris la surface occupée par l'installation, l'ouvrage, la digue ou le remblai dans le lit majeur.	Déclaration

Article 2 : Caractéristiques des ouvrages

Les installations, ouvrages, travaux, activités ont les caractéristiques suivantes :

1/ Collecteur de décharge des eaux pluviales de la zone d'activités de Frocourt

Mise en place d'une canalisation d'eaux pluviales en sortie des bassins de rétention des eaux pluviales de la ZAC de Frocourt (zone d'activités de Heillecourt-Houdemont).

Cette canalisation d'un diamètre 1 200 mm et de 500 mètres de long, parallèle au ruisseau de la fontaine de Frocourt, permet le maintien d'un débit maximal de 2 m³/s dans le ruisseau naturel et le transit du surplus des eaux pluviales vers l'aval de la rue de Brest.

2/ Reprofilage des berges rue de Lorient - Quartier Bretagne

Les travaux consistent à reprofiler les berges du ruisseau naturel en créant un vrai lit d'étiage. Ce reprofilage s'étendra sur environ 60 mètres.

Les déblais réalisés lors de ce reprofilage seront réemployés sur site (0.20 m d'épaisseur au niveau du talus) afin de permettre la plantation des arbres et arbustes sur les berges. Le bilan déblais - remblais pour ce chantier sera nul.

Les berges feront l'objet d'un traitement paysager avec renaturation et restauration des berges par des techniques végétales. Le projet comprend également la mise en place d'une piste cyclable et d'un aménagement piétonnier.

Cet aménagement paysager du cours d'eau va nécessiter la modification du cheminement piétonnier avec le déplacement d'une passerelle. Cette nouvelle passerelle, située à l'aplomb du bâtiment c/ GOYA du quartier Bretagne, sera installée en appui sur les berges naturelles de telle manière à ne faire aucune obstruction à l'écoulement du ruisseau, y compris en période de crue.

L'ancien passage sera démonté avec évacuation de tout obstacle limitant l'écoulement dans le lit mineur du cours d'eau.

3/ Rétablissement du ruisseau de la fontaine de Frocourt dans un lit naturel dans le parc de l'Embanie

Actuellement, en sortie de la rue de Lorient, le ruisseau de la fontaine de Frocourt traverse la rue de Brest, via un ouvrage de dérivation et longe la rue de Brest pour ressortir, au niveau de la rue Lemaire, dans le parc de l'Embanie, via un dalot de 2.5 m par 1.3 m.

L'ouvrage de dérivation, sous la rue de Brest, sera modifié afin de faire aboutir le ruisseau dans le lit recréé du parc de l'Embanie.

Cet ouvrage de dérivation modifié aura les caractéristiques suivantes :

- arrivée dans l'ouvrage de dérivation par une canalisation de diamètre 800 mm (existante) ;
- obturation partielle (par un diamètre 400 mm) de la canalisation de diamètre 1 000 mm le long de la rue de Brest (écoulement possible en ouvrage de décharge) ;
- création d'une ouverture avec canalisation en diamètre 800 mm vers le parc de l'Embanie.

Le débouché du ruisseau, dans le parc de l'Embanie, se fera via une tête d'aqueduc de diamètre d'ouverture vers le nouveau lit de 1 200 mm, muni d'une grille anti-intrusion, surplombé d'un garde corps.

Cet ouvrage servira également de débouché du collecteur de décharge évoqué au paragraphe 1/ de cet article.

La réouverture du ruisseau de la fontaine de Frocourt sera réalisée sur une distance d'environ 150 mètres.

La pente d'écoulement du nouveau tracé sera d'environ 1.73 %. Les pentes du nouveau lit seront réalisées de façon douce (pente 3/1) et seront aménagées grâce à des techniques végétales.

Afin de rétablir un accès au poney club par le chemin stabilisé existant, une passerelle sera créée au dessus du nouveau lit du cours d'eau.

Cette passerelle sera installée en appui sur les berges naturelles de telle manière à ne faire aucune obstruction à l'écoulement du ruisseau, y compris en période de crue.

Après un cheminement légèrement méandré d'environ 150 mètres, la réouverture du ruisseau de la fontaine de Frocourt rejoindra l'ancien écoulement à ciel ouvert au niveau du Gymnase du Parc de l'Embanie.

TITRE 2 : PRESCRIPTIONS**Article 3 : Prescriptions spécifiques**

- Concernant la protection contre les crues :

Les travaux ne devront pas être réalisés en période de hautes eaux (novembre à avril).

Les engins, matériels ou matériaux ne doivent pas être stockés dans un endroit susceptible d'être submergé ou d'occasionner une gêne pour l'écoulement des crues.

- Concernant les pollutions :

Tout stockage de produit potentiellement polluant, ainsi que le ravitaillement des engins, devront être effectués en dehors de la zone inondable.

Un kit antipollution devra être présent sur le site.

Les engins de chantier devront être dans un bon état de fonctionnement et correctement entretenus.

Les déchets devront être évacués du site selon des filières réglementaires.

- Entretien et nettoyage des ouvrages :

Il sera réalisé par le pétitionnaire.

L'entretien des végétaux ne devra pas faire appel à des désherbants chimiques ou des produits phytosanitaires. En cas d'attaque sévère, les produits utilisés devront être employés dans le respect de la zone non traitée indiquée sur le produit.

Article 4 : Mesures correctrices et compensatoires

Afin d'améliorer la biodiversité du site, l'ensemble des berges sera replanté avec quatre essences d'arbres différentes et quatre essences d'arbustes. Les essences seront choisies parmi des essences locales.

TITRE 3 : DISPOSITIONS GENERALES**Article 5 : Conformité du dossier et modifications**

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R. 214-18 du code de l'environnement.

Article 6 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 7 : Déclaration des incidents et accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer, dès qu'il en a connaissance, au préfet les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 8 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 9 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 11 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de Heillecourt.

Un extrait de la présente autorisation, énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise, sera affiché dans la mairie de Heillecourt pendant une durée minimale d'un mois.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie de la commune de Heillecourt.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 12 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans suivant sa notification dans les conditions de l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 13 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, le maire de la commune de Heillecourt, le chef de la brigade départementale de Meurthe-et-Moselle de l'office national de l'eau et des milieux aquatiques, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle et le commandant du groupement de gendarmerie de la Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une copie sera tenue à la disposition du public à la mairie de Heillecourt.

Nancy, le 7 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté modificatif du 21 octobre 2009 relatif à la composition de la commission départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur en Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : La composition de la commission départementale chargée d'établir la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur, présidée par M. le Président du Tribunal Administratif ou par le magistrat qu'il délègue, prévue à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2008 est modifiée comme suit :

Personnes nommées en vertu de leur qualification en matière de protection de l'environnement

Association EDEN

- M. Christian VARNIER, membre titulaire,

- M. Michel MERIC, membre suppléant.

Le reste sans changement.

Article 2 : M. le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée à chacun des membres de la commission.

Nancy, le 21 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° ISDI-54-009-009 du 30 octobre 2009 relatif à une installation de stockage de déchets inertes à Hatrize

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Il est pris acte, à la date du présent arrêté, de la cessation d'activité de l'installation de stockage de déchets inertes exploitée par la société Eurovia Lorraine, agence de Briey, à Hatrize, section cadastrale ZC, parcelle 9h.

Article 2 : Les conditions de remise en état du site figurant dans le dossier de régularisation sont acceptées, sous réserve qu'une bande d'au moins dix mètres de large le long du ruisseau de Nîle demeure libre de tout remblai et aménagement.

Article 3 : Tout nouvel apport de déchets est interdit sur le site à compter de la date de signature du présent arrêté.

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif ou d'un recours contentieux présenté devant le tribunal administratif de Nancy. Le délai de recours est fixé à :

* 2 mois par le demandeur ou l'exploitant à compter de la date de notification de la présente décision.

* 2 mois par les tiers à compter de l'achèvement des formalités de publicité prévue à l'article 5 ci-dessous.

Article 5 : Une copie du présent arrêté sera notifiée à :

- M. le directeur de la société Eurovia

- MM. les maires des communes de Hatrize, Valleroy et Moineville,

- M. le président de la communauté de communes de l'agglomération de Longwy,

- M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture

- M. le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,

- M. le directeur régional de l'environnement,
- M. le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales.

Une copie du présent arrêté sera affichée à la mairie de Hatrize. Il est en outre publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, M. le sous-préfet de Briey, M. le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et M. le maire de Hatrize sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nancy, le 30 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Bureau de la solidarité, de la cohésion sociale et du développement économique

Extrait de l'arrêté du 14 octobre 2009 modifiant l'arrêté du 7 novembre 2008 fixant la nouvelle composition de la commission départementale consultative des gens du voyage

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle

Considérant la nouvelle désignation effectuée par l'union départementale des associations familiales de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la nouvelle désignation effectuée par le centre académique pour la scolarisation des nouveaux arrivants,

ARRETEMENT

Article 1^{er} : L'article 1^{er} de l'arrêté du 7 novembre 2008 fixant la nouvelle composition de la commission départementale consultative des gens du voyage est modifié comme suit :

REPRESENTANTS DES ASSOCIATIONS ET PERSONNES QUALIFIEES :

Union départementale des associations familiales

- Suppléante : Madame Michèle CHALON, administrateur

Centre académique pour la scolarisation des nouveaux arrivants et des enfants du voyage (inspection académique Nancy-Metz)

- Titulaire : Madame Véronique ZAERCHER, responsable du CASNAV-CAREP

- Suppléante : Madame Catherine COLNOT, formatrice CASNAV-CAREP

Article 2 : Le reste de l'arrêté est sans changement.

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture et monsieur le directeur général des services départementaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, dont ampliation sera adressée à chacun des membres.

Nancy le 14 octobre 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

Le président du conseil général,
Michel DINET

Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières

Arrêté n° 09.OSD.39 du 26 octobre 2009 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Mme Françoise NOITON, directrice des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics ;

Vu le décret du président de la République du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés interministériels du 21 décembre 1982, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère de l'économie et des finances et les arrêtés modificatifs des 31 mars 1983, 24 octobre 1983, 5 janvier 1984, 6 août 1984 et 14 février 1991 ;

Vu la décision de M. le ministre de l'économie et des finances du 7 juin 1996, confiant la présidence du comité d'hygiène et de sécurité inter directionnel de Meurthe-et-Moselle au directeur des services fiscaux ;

Vu la décision du ministre du budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'État en date du 28 août 2009, d'affecter Mme Françoise Noiton, chef des services fiscaux, à la direction des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle à compter du 1^{er} novembre 2009 ;

Sur proposition de M. secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETEMENT

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

Article 1^{er} : Délégation de signature est accordée à Mme Françoise NOITON, directrice des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, en tant que responsable de budget opérationnel départemental, à l'effet de recevoir les crédits imputés sur le budget de l'économie, des finances et de l'industrie (code 07) au titre du programme 156 « Gestion fiscale et financière de l'État et du secteur public local », y compris la régie d'avances, de les attribuer aux unités opérationnelles départementales de ce budget opérationnel de programme et de signer en mon nom tous les documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses, d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

Article 2 : Délégation de signature est également accordée à Mme la directrice des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées sur le budget de l'économie, des finances et de l'industrie (code 07) au titre du programme 218 « Conduite et pilotage des politiques économiques, financière et industrielle » et du compte d'affectation spéciale 0722 « Dépenses immobilières » d'une part, ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), d'autre part.

Un compte rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire ainsi qu'un tableau de bord des indicateurs de réalisation des différents programmes me seront adressés trimestriellement..

Article 3 : Délégation de signature est également donnée à Mme la directrice des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'État intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'État de la prescription quadriennale.

Article 4 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

Article 5 : Mme la directrice des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels susvisés portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

Article 6 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE EXERCANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR EN MATIERE DE MARCHES PUBLICS

Article 7 : Délégation de signature est accordée à Mme Françoise NOITON, directrice des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les programmes visés aux articles 1er et 2 du présent arrêté, ainsi que sur le programme 309 "entretien des bâtiments de l'État", dans le cadre du volet "État exemplaire" du plan de relance, en ce qui concerne les bâtiments relevant de sa compétence. Les niveaux d'évaluations des besoins et les procédures suivies seront conformes au règlement départemental en vigueur.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 €HT pour les marchés de fournitures et services et 5 150 000 €HT pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au-delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Mme la directrice des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Article 8 : Délégation de signature est également accordée à Mme la directrice des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Article 9 : Mme la directrice des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 €HT. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Article 10 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 206 000€HT en matière de travaux pour lesquels elle assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, Mme la directrice des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services et inférieurs à 206 000 €HT en matière de travaux, Mme la directrice des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Article 11 : Le présent arrêté prend effet à compter du 1^{er} novembre 2009. A cette même date, l'arrêté 09.OSD.27 du 27 juillet 2009, portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics accordée à M. Daniel GUYOT, directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle, est abrogé.

Article 12 : M. le secrétaire général de la préfecture, Mme la directrice des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle et M. le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 26 octobre 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

Arrêté n° 09.BMSSE.131 du 29 octobre 2009 accordant délégation de signature à M. Miguel FABBRI, directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

Vu l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

Vu l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Benelux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990, à laquelle a adhéré la République italienne par l'accord signé à Paris le 27 novembre 1990, fait à Bonn le 25 juin 1991 ;

Vu les articles L.531-1 et L.531-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu la loi n° 81-973 du 29 octobre 1981 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, notamment l'article 7 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 94-769 du 2 septembre 1994 portant modification du décret n° 82-440 du 26 mai 1982 modifié pris pour l'application de l'article 24 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

Vu le décret n° 95-304 du 21 mars 1995 portant publication de la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 entre les gouvernements des Etats de l'Union économique Bénélux, de la République Fédérale d'Allemagne et de la République française relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, signée à Schengen le 19 juin 1990 ;

Vu le décret n° 95-305 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion du Royaume d'Espagne à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

Vu le décret n° 95-306 du 21 mars 1995 portant publication de l'accord d'adhésion de la République portugaise à la convention d'application de l'accord de Schengen du 14 juin 1985 ;

Vu le décret n° 2003-734 du 1^{er} août 2003 portant création et organisation des services déconcentrés de la direction centrale de la police aux frontières ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret N° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;
Vu le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;
Vu la circulaire N° 00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
Vu la note de service N 38/2009 du 31 août 2009, de la direction générale de la police nationale, nommant M. Muguel FABBRI, commandant de police, directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle ;
Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à M. Miguel FABBRI, commandant de police, directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle, en résidence à MONT-SAINT-MARTIN, à l'effet de signer :

- les décisions de remise aux autorités compétentes de Belgique et du Luxembourg prévues aux articles L.531-1 et L.531-2 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 2 : M. Miguel FABBRI, commandant de police, directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Article 3 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,

2) aux ministres,

3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,

5) au président du Conseil Général,

6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 4 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.98 du 27 juillet 2009 chargeant M. Miguel FABBRI d'assurer les fonctions du poste de directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle par intérim, est abrogé.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Miguel FABBRI, commandant de police, directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 octobre 2009

Le préfet,
Dominique BELLION

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté du 14 octobre 2009 autorisant l'abandon de la compétence « réalisation d'études d'assainissement » par le syndicat intercommunal pour l'aménagement de la vallée amont du Madon 31 décembre 2009 et modifiant les statuts en conséquence

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que la totalité des communes membres du syndicat s'est prononcée favorablement sur cet abandon de compétence ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'abandon de la compétence « réalisation d'études d'assainissement » par le syndicat intercommunal pour l'aménagement de la vallée amont du Madon est autorisé au 31 décembre 2009.

Article 2 : Les statuts du syndicat, annexés au présent arrêté, sont modifiés en conséquence.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat intercommunal d'aménagement de la vallée amont du Madon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à chacun des maires des communes concernées et au trésorier-payeur de Meurthe-et-Moselle, et qui sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 14 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Les statuts annexes sont consultables en préfecture à la Direction des relations avec les collectivités locales - Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité.

Extrait de l'arrêté interpréfectoral du 21 octobre 2009 (Meurthe-et-Moselle/Vosges) autorisant la dissolution du syndicat intercommunal pour l'aménagement de la vallée de l'Euron

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Le préfet des Vosges,

Considérant que l'opération que le syndicat avait pour objet de conduire est achevée, et que la dissolution de plein droit prévue par l'article L5212-33 du code général des collectivités territoriales peut être appliquée ;

Sur propositions des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges ;

ARRETEMENT

Article 1^{er} : Le Syndicat Intercommunal pour l'aménagement et l'assainissement de la vallée de l'Euron est dissous.

Article 2 : Ses actifs et passifs sont répartis entre les 27 communes membres au prorata du nombre d'habitants.

La part revenant aux 21 communes de la communauté de communes du Bayonnais, soit Bayon, Borville, Brémontcourt, Clayeures, Domptail en l'Air, Einvaux, Froville, Haigneville, Haussonville, Landécourt, Lorey, Loromontzey, Méhoncourt, Romain, Rozelieures, Saint Boingt, Saint Germain, Saint Mard, Saint Rémy aux bois, Villacourt, Virecourt est reversée à la communauté de communes du Bayonnais.

La part revenant aux 6 communes extérieures soit Damas-aux-Bois, Essey-la-Côte, Giriviller, Haillainville, Rehaincourt et Vennenezey est reversée à ces communes.

Article 3 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges, le sous-préfet de Lunéville et le président du syndicat intercommunal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 21 octobre 2009

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Le préfet des Vosges,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,
Dominique CONCA

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

Extrait de l'arrêté en date du 19 octobre 2009 autorisant la modification de l'article 2 des statuts de la communauté de communes des Deux Rivières

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres de l'EPCI, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 II et L 5211-20 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

A R R E T E

Article 1^{er} : La modification de l'article 2 « compétences » des statuts de la communauté de communes des Deux Rivières est autorisée comme suit :

« Protection et mise en valeur de l'environnement (compétence optionnelle) :

.....

- Prendre en charge l'assainissement collectif, c'est-à-dire la collecte et le traitement des eaux pluviales et des eaux usées des zones urbanisées comprises dans le périmètre du zonage d'assainissement collectif.

..... ».

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président de la communauté de communes des Deux Rivières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux maires des communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 19 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,
Jacky HAUTIER

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R 421-5 du code de justice administrative, l'arrêté joint peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification de celui-ci.

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES EST-STRASBOURG****Centre de détention d'Ecrouves - Décision du 19 octobre 2009 portant délégation de signature pour des décisions administratives individuelles**

Le chef d'établissement du centre de détention d'Ecrouves

donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (articles R 57-8 et R 57-8-1) aux personnes désignées et pour les décisions administratives individuelles ci-dessous :

DECISIONS ADMINISTRATIVES INDIVIDUELLES VISEES DANS LA PARTIE REGLEMENTAIRE DU CODE DE PROCEDURE PENALE	Articles	Directrice adjointe	Chef de détention	Officiers
Engagement de poursuites disciplinaires	Art. D 250-1	X	X	
Désignation d'un interprète lors de la commission de discipline pour les détenus qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	Art. D 250-4	X	X	
Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions disciplinaires	Art. D 251-8	X		
Retrait à un détenu pour des raisons de sécurité de médicaments, matériels et appareillages médicaux lui appartenant	Art. D 273	X	X	X
Autorisation d'entrée ou de sortie d'argent, correspondance ou objet en détention	Art. D 274	X	X	X
Décision des fouilles des détenus	Art. D 275	X	X	X
Autorisation d'accès à l'établissement	Art. R 57-8-1 D 277	X	X	
Observations, rapports et décisions pour le placement des détenus à l'isolement	Art. 57-8-1, D 283-1-5, D 283-2-1 D 283-2-2	X		
Placement provisoire à l'isolement	R. 57-9-10	X	X	
Emploi des moyens de contrainte à l'encontre d'un détenu	Art. D 283-3			
Autorisation pour les condamnés d'opérer un versement à l'extérieur à partir de la part disponible de leur compte nominatif	Art. D 330	X		
Autorisation pour un détenu de retirer des sommes de son livret de Caisse d'Epargne	Art. D 331	X		
Retenue sur part disponible du compte nominatif des détenus en réparation de dommages matériels causés	Art. D 332	X		
Suspension de l'habilitation d'un praticien hospitalier exerçant à temps partiel et des autres personnels hospitaliers	Art. D 388	X		
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire des personnels hospitaliers non titulaires d'une habilitation	Art. D 389	X	X	
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire des personnes intervenant dans le cadre d'actions de prévention et d'éducation pour la santé	Art. D 390	X	X	
Autorisation d'accès à l'établissement pénitentiaire aux personnels des structures spécialisées de soins intervenant dans le cadre de la prise en charge globale des personnes présentant une dépendance à un produit licite ou illicite	Art. D 390-1	X	X	
Autorisation pour un détenu hospitalisé de détenir une somme d'argent provenant de la part disponible de son compte nominatif	Art. D 394	X	X	
Délivrance des permis de visite des condamnés, y compris lorsque le visiteur est un avocat, un auxiliaire de justice ou un officier ministériel (octroi et retrait)	Art. D 403 D 401 - D 411	X		
Décision que les visites auront lieu dans un parloir avec dispositif de séparation	Art. D 405	X	X	X
Refus temporaire de visiter un détenu à titulaire d'un permis	Art. D 409	X	X	

Interdiction pour des détenus condamnés de correspondre avec des personnes autres que leur conjoint ou leur famille	Art. D 414	X	X	
Autorisation pour les condamnés incarcérés en établissement pour peine de téléphoner	Art. D 417	X	X	
Autorisation pour les détenus d'envoyer de l'argent à leur famille	Art. D 421	X		
Autorisation pour les détenus de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis permanent de visite	Art. D 422	X		
Autorisation pour un détenu de recevoir des colis de linge et de livres brochés	Art. D 423	X	X	
Autorisation pour des ministres du culte extérieurs de célébrer des offices ou prêches	Art. D 435	X		
Autorisation d'animation d'activités organisées pour les détenus par des personnes extérieures	Art. D 446	X	X dans certains cas	
Désignation des détenus autorisés à participer à des activités	Art. D 446	X	X	
Refus ou retrait d'autorisation pour un détenu de participer à des activités culturelles ou socio-culturelles ou à des jeux excluant toute idée de gain	Art. D 448	X	X	
Autorisation de recevoir des cours par correspondance autres que ceux qui sont organisés par l'éducation nationale	Art. D 454	X		
Interdiction à un détenu de participer aux activités sportives pour des raisons d'ordre et de sécurité	Art. D 459-3	X	X	X
Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison	Art. D 473	X		

Ecrouves, le 19 octobre 2009

Le chef d'établissement,
M. GARCIA

Centre de semi liberté de Maxéville - Décision du 27 octobre 2009 portant délégation permanente de signature à M. MASSON Jean-Pierre, 1^{er} surveillant, pour des décisions administratives individuelles

Le chef d'établissement du centre de semi-liberté de Maxéville,

Vu le décret n°2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le code de procédure pénale et relatif aux décisions prises par l'administration pénitentiaire.

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles R57-8 et R57-8-1

D E C I D E

Article 1^{er} : Délégation permanente est donnée à M. MASSON Jean Pierre, 1^{er} Surveillant, aux fins de signer au nom du chef d'établissement du Centre de semi liberté de Maxéville toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Maxéville, le 27 octobre 2009

Le chef d'établissement,
Gérard SORIN

Le chef d'établissement du centre de semi liberté de Maxéville

donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (articles R57-8 et R57-8-1) aux personnes désignées et pour les décisions administratives individuelles ci-dessous :

DECISIONS ADMINISTRATIVES INDIVIDUELLES VISEES DANS LA PARTIE REGLEMENTAIRE DU CODE DE PROCEDURE PENALE	Référence textuelle	Adjoint au chef d'établis- sement	Directeur adjoint	Chef de détention	Lieutenant	1 ^{er} surveillant
1) Sécurité de l'établissement : Usage des armes	D.267 CPP D.283-6 CPP					NON
Fouille des détenus	D.275 CPP					OUI
Utilisation des moyens de contraintes	D.283-3 CPP D.283-4 CPP					OUI
Détermination du niveau des escortes pénitentiaires	D.308 CPP					NON
2) Procédure disciplinaire à destination des détenus : Mise en prévention	D.250-3 CPP					NON
Engagement des poursuites disciplinaires	D.250-1 CPP					NON
Désignation d'un interprète lors de la commission de discipline pour les détenus qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	D.250-4 CPP					NON
Présidence de la commission de discipline et prononcé des sanctions définies aux articles D251 et suivants du code de procédure pénale	D.250 CPP					NON
Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions disciplinaires	D.251-4 CPP D.251-8 CPP					NON
Retenue au profit du Trésor Public	D.332 CPP					OUI
3) Procédure d'isolement : Toute décision ou proposition relative à l'isolement	D.283-1 et suivants CPP					NON
4) Autorisation d'accès : Etablir les autorisations d'accès à l'établissement visées aux articles D.277, D.389, D.390 et D390-1 du code de procédure pénale	D.277 CPP D.389 CPP D.390 CPP D.390-1 CPP					OUI
Suspension de l'habilitation d'un praticien hospitalier	D.388 CPP					NON
5) Visites et correspondances : Octroi, retrait ou suspension des permis de visite pour les condamnés	D.403 CPP D.404 CPP D.409 CPP D.411 CPP					NON
Décision relative à l'utilisation d'un parloir avec dispositif de séparation	D.405 CPP					NON

Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison	D.473 CPP					NON
Interdiction pour les détenus de correspondre avec des personnes autres que le conjoint ou les membres de la famille	D.414 CPP					NON
Retenue de la correspondance d'un détenu	D.415 CPP D.416 CPP					OUI
Retenue d'un manuscrit d'un détenu	D.444-1 CPP					OUI
6) Affectations en cellule : Toute décision relative à l'affectation en cellule	D.84 CPP D.85 CPP D.91 CPP					OUI
7) Travail, activités à l'établissement : Conclusion d'un contrat de concession de travail pour une durée égale ou inférieure à mois et pour un effectif égal ou inférieur à 5 détenus	D.104 CPP					NON
Autorisation pour les détenus de travailler à leur propre compte ou pour des associations	D.101 CPP					NON
Classement, déclassement ou mise à pied d'un détenu	D.99 CPP					OUI
Autorisation d'organisation d'activités par des personnes extérieures	D.446 CPP					OUI
Organisation des célébrations d'offices et de prêches	D.435 CPP					OUI
Autorisation pour le détenu de recevoir des cours par correspondance	D.454 CPP					OUI
Refus opposé à un détenu de se présenter à un examen	D.455 CPP					NON
Interdiction opposée à un détenu de participer aux activités sportives	D.459-3 CPP					NON
8) Sommes, valeurs et biens des détenus : Autorisation d'entrée ou de sortie d'argent, de correspondance ou d'objets en détention	D.274 CPP					OUI
Remise de sommes d'argent pour les détenus placés en semi-liberté, en placement extérieur ou bénéficiant d'une permission de sortie	D.122 CPP					OUI
Autorisation de versement sur des comptes spécifiques des sommes d'argent par les détenus	D.330 CPP D.331 CPP					OUI
Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux	D.336 CPP					OUI
Autorisation de remise à un tiers désigné par le détenu d'objets lui appartenant	D.340 CPP					OUI
Autorisation pour les détenus d'envoyer de l'argent à leur famille	D.421 CPP					OUI
Autorisation pour les détenus de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis de visite	D.422 CPP					OUI
Autorisation pour les détenus de recevoir des colis de linge et livres brochés	D.423 CPP					OUI
Autorisation pour un détenu hospitalisé de détenir une somme d'argent	D.394 CPP					OUI
9) Divers : Retrait à un détenu pour des raisons de sécurité de médicaments, matériel ou appareil médical lui appartenant	D.273 CPP					OUI
Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur de l'établissement	D.124 CPP					OUI
Diffusion à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement de bulletins ou journaux rédigés avec l'accord ou sous le contrôle de l'administration pénitentiaire.	D.444-1 CPP					OUI

Le chef d'établissement,
Gérard SORIN

Centre de semi liberté de Maxéville - Décision du 27 octobre 2009 portant délégation permanente de signature à M. THIERY Claude, major pénitentiaire, adjoint au chef d'établissement, pour des décisions administratives individuelles

Le chef d'établissement du centre de semi-liberté de Maxéville,

Vu le décret n°2006-337 du 21 mars 2006 modifiant le code de procédure pénale et relatif aux décisions prises par l'administration pénitentiaire.

Vu le code de procédure pénale, notamment ses articles R57-8 et R57-8-1

D E C I D E

Article 1^{er} : Délégation permanente est donnée à M. THIERY Claude, Major Pénitentiaire, Adjoint au Chef d'établissement, aux fins de signer au nom du chef d'établissement du Centre de semi liberté de Maxéville toutes les décisions administratives individuelles visées dans le tableau ci-joint.

Maxéville, le 27 octobre 2009

Le chef d'établissement,
Gérard SORIN

Le chef d'établissement du centre de semi liberté de Maxéville

donne délégation de signature, en application du code de procédure pénale (articles R57-8 et R57-8-1) aux personnes désignées et pour les décisions administratives individuelles ci-dessous :

DECISIONS ADMINISTRATIVES INDIVIDUELLES VISEES DANS LA PARTIE REGLEMENTAIRE DU CODE DE PROCEDURE PENALE	Référence textuelle	Adjoint au chef d'établis- sement	Directeur adjoint	Chef de détention	Lieutenant	1 ^{er} surveillant
1) Sécurité de l'établissement : Usage des armes	D.267 CPP D.283-6 CPP	NON				

Fouille des détenus	D.275 CPP	OUI				
Utilisation des moyens de contraintes	D.283-3 CPP D.283-4 CPP	OUI				
Détermination du niveau des escortes pénitentiaires	D.308 CPP	NON				
2) Procédure disciplinaire à destination des détenus : Mise en prévention	D.250-3 CPP	NON				
Engagement des poursuites disciplinaires	D.250-1 CPP	NON				
Désignation d'un interprète lors de la commission de discipline pour les détenus qui ne comprennent pas ou ne parlent pas la langue française	D.250-4 CPP	NON				
Présidence de la commission de discipline et prononcé des sanctions définies aux articles D251 et suivants du code de procédure pénale	D.250 CPP	NON				
Dispense d'exécution, suspension ou fractionnement des sanctions disciplinaires	D.251-4 CPP D.251-8 CPP	NON				
Retenue au profit du Trésor Public	D.332 CPP	OUI				
3) Procédure d'isolement : Toute décision ou proposition relative à l'isolement	D.283-1 et suivants CPP	NON				
4) Autorisation d'accès : Etablir les autorisations d'accès à l'établissement visées aux articles D.277, D.389, D.390 et D390-1 du code de procédure pénale	D.277 CPP D.389 CPP D.390 CPP D.390-1 CPP	OUI				
Suspension de l'habilitation d'un praticien hospitalier	D.388 CPP	NON				
5) Visites et correspondances : Octroi, retrait ou suspension des permis de visite pour les condamnés	D.403 CPP D.404 CPP D.409 CPP D.411 CPP	NON				
Décision relative à l'utilisation d'un parloir avec dispositif de séparation	D.405 CPP	NON				
Suspension de l'agrément d'un visiteur de prison	D.473 CPP	NON				
Interdiction pour les détenus de correspondre avec des personnes autres que le conjoint ou les membres de la famille	D.414 CPP	NON				
Retenue de la correspondance d'un détenu	D.415 CPP D.416 CPP	OUI				
Retenue d'un manuscrit d'un détenu	D.444-1 CPP	OUI				
6) Affectations en cellule : Toute décision relative à l'affectation en cellule	D.84 CPP D.85 CPP D.91 CPP	OUI				
7) Travail, activités à l'établissement : Conclusion d'un contrat de concession de travail pour une durée égale ou inférieure à mois et pour un effectif égal ou inférieur à 5 détenus	D.104 CPP	NON				
Autorisation pour les détenus de travailler à leur propre compte ou pour des associations	D.101 CPP	NON				
Classement, déclassement ou mise à pied d'un détenu	D.99 CPP	OUI				
Autorisation d'organisation d'activités par des personnes extérieures	D.446 CPP	OUI				
Organisation des célébrations d'offices et de prêches	D.435 CPP	OUI				
Autorisation pour le détenu de recevoir des cours par correspondance	D.454 CPP	OUI				
Refus opposé à un détenu de se présenter à un examen	D.455 CPP	NON				
Interdiction opposée à un détenu de participer aux activités sportives	D.459-3 CPP	NON				
8) Sommes, valeurs et biens des détenus : Autorisation d'entrée ou de sortie d'argent, de correspondance ou d'objet en détention	D.274 CPP	OUI				
Remise de sommes d'argent pour les détenus placés en semi-liberté, en placement extérieur ou bénéficiant d'une permission de sortie	D.122 CPP	OUI				
Autorisation de versement sur des comptes spécifiques des sommes d'argent par les détenus	D.330 CPP D.331 CPP	OUI				
Refus de prise en charge d'objets ou de bijoux	D.336 CPP	OUI				
Autorisation de remise à un tiers désigné par le détenu d'objets lui appartenant	D.340 CPP	OUI				
Autorisation pour les détenus d'envoyer de l'argent à leur famille	D.421 CPP	OUI				
Autorisation pour les détenus de recevoir des subsides de personnes non titulaires d'un permis de visite	D.422 CPP	OUI				
Autorisation pour les détenus de recevoir des colis de linge et livres brochés	D.423 CPP	OUI				
Autorisation pour un détenu hospitalisé de détenir une somme d'argent	D.394 CPP	OUI				
9) Divers : Retrait à un détenu pour des raisons de sécurité de médicaments, matériel ou appareil médical lui appartenant	D.273 CPP	OUI				

Réintégration immédiate en cas d'urgence de condamnés se trouvant à l'extérieur de l'établissement	D.124 CPP	OUI				
Diffusion à l'intérieur ou à l'extérieur de l'établissement de bulletins ou journaux rédigés avec l'accord ou sous le contrôle de l'administration pénitentiaire.	D444-1 CPP	OUI				

Le chef d'établissement,
Gérard SORIN

AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Extrait de la délibération n° 107/08 de la COMEX de l'A.R.H. de Lorraine du 16 décembre 2008

La commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine

Délibérant régulièrement conformément à l'article L6115.4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de L'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

Considérant le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens signé le 30 mars 2007 entre l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine et le centre hospitalier de Vittel, pour le projet de : «développement d'une activité de S.S.R. polyvalent pour la prise en charge des patients neurologiques qui viendrait en remplacement de l'activité d'hémodialyse »

Considérant les conclusions de la visite sur site réalisée le 27 septembre 2007 pour l'activité de soins de suite ;

Considérant la demande déposée par l'établissement le 7 août 2008 ;

Considérant l'avis favorable de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine du 16 décembre 2008 ;

DECIDE

Article 1^{er} : D'approuver les clauses de l'avenant n°2 au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens conclu avec le centre hospitalier de Vittel, relatif à l'extension de l'autorisation d'activité de soins de suite.

Article 2 : D'autoriser le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs des préfectures de la Meurthe et Moselle et des Vosges.

Nancy, le 16 décembre 2008

Le président de la commission exécutive,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté ARH n° 114 du 21 octobre 2009 fixant la liste des établissements identifiés par l'Agence Régionale de l'Hospitalisation de Lorraine pour lesquels l'Assurance Maladie prend en charge les implants cochléaires et les implants du tronc cérébral dans le traitement des surdités profondes

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

Considérant l'octroi de crédits d'amorce pour l'activité du CHU de Nancy en matière de poses d'implants cochléaires dès 2001 par la circulaire DHOS/OPRC n° 2001-511 du 25 octobre 2001 relative au soutien financier exceptionnel attribué à certains établissements sous dotation globale pour conforter la technique des implants cochléaires, puis l'inscription du CHU de Nancy dans la liste des centres soutenus par le Ministère de la Santé pour la pose d'implants cochléaires en 2007 ;

Considérant que le Centre Hospitalier Universitaire de Nancy remplit les critères d'identification prévus par la circulaire du 3 avril 2009 ;

Considérant que l'activité réalisée au cours des trois dernières années est inférieure aux seuils suite à une limitation d'ordre budgétaire mais que l'activité prévisionnelle 2009 est prévue au-delà du seuil ;

ARRETE

Article 1^{er} : La liste des établissements de santé lorrains pour lesquels l'Assurance Maladie prend en charge les implants cochléaires et les implants du tronc cérébral dans le traitement des surdités profondes est fixée de la manière suivante pour une durée d'un an, à compter du 21 octobre 2009 :

Etablissements identifiés pour la prise en charge des implants cochléaires chez les adultes et les enfants :

Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, service du Pr. Simon

Article 2 : Le présent sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Lorraine et de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il pourra être consulté au siège de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation et de la Direction Régionale des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine.

Article 3 : Le Directeur Régional des Affaires Sanitaires et Sociales de Lorraine, le Directeur de la Caisse Régionale de l'Assurance Maladie et le Directeur Régional du Service Médical Nord-Est, le Directeur de la Caisse Régionale de l'Assurance Maladie et le Directeur Régional du Service Médical Alsace- Moselle, les Directeurs Départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, les Directeurs de Caisse Primaire de la région Lorraine sont chargés de l'exécution de la présente décision.

Nancy, le 21 octobre 2009

Le directeur adjoint,
Marcel DOSSMANN

En application de l'article L.6122-10-1 du Code de la Santé Publique, un recours hiérarchique peut être formé devant le Ministre de la Santé et des Sports dans un délai de deux mois à compter de la publication du présent arrêté. Ce recours ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux qui peut être formé devant le tribunal administratif compétent.

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté n° 32 du 19 octobre 2009 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de Saint-Nicolas-de-Port

Le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT est fixée comme suit :

1) Collège des représentants des collectivités territoriales comportant huit membres :

- Le Maire de la Commune, Président de droit :
- Monsieur Luc BINSINGER, Maire de la Ville de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014).
- Trois représentants de la Commune :
- Madame Josette LECOMTE, Adjointe au Maire de la Ville de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014),
- Monsieur Patrick LAUGEL, Conseiller Municipal de la Ville de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014),
- Monsieur Marc VIEVILLE, Conseiller Municipal de la Ville de Saint Nicolas de Port (fin du mandat en mars 2014).
- Deux représentants de deux autres Communes de la Région désignés par le Conseil Municipal de la commune intéressée :
- Monsieur Gérard SPEISSMANN, Conseiller Municipal de la Ville de Jarville la Malgrange (fin du mandat en mars 2014),
- Madame Anne-Marie SPUCK, représentant la commune de Dombasle sur Meurthe (fin du mandat en mars 2014).

- d) Un représentant du département dans lequel est située la commune :
- Monsieur Jean-Claude PISSENM, Conseiller Général de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en mars 2011).
- e) Un représentant de la Région dans laquelle est située la commune :
- Madame Solange DUCAMIN, Conseillère Régionale de Lorraine (fin du mandat en mars 2010).
- 2) Collège des personnels comportant huit membres :
- a) Quatre membres de la Commission Médicale d'Etablissement, dont le Président :
- Monsieur le Docteur Pierre WOURMS, Pharmacien (fin du mandat en juin 2011),
- Madame le Docteur Laurence COCHART, Praticien Hospitalier, Chef de Service (fin du mandat en juin 2011),
- Madame le Docteur Béatrice DUGNY, Praticien Hospitalier (fin du mandat en juin 2011),
- Madame le Docteur Odile STREIFF-GILLES, Praticien Hospitalier (fin du mandat en juin 2011).
- b) Un membre de la Commission des Soins Infirmiers, de Rééducation et Médico-Techniques :
- Monsieur René DENILLE, Cadre Supérieur de Santé (fin du mandat en décembre 2011).
- c) Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires :
- Madame Henriette SALTEL-ISELLA, Infirmière, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011),
- Madame Séverine HUGUET, Agent des Services Hospitaliers Qualifié, représentant le syndicat FO (fin du mandat le 31 décembre 2011),
- Monsieur Didier LAVOT, Cadre de santé, représentant le syndicat CFDT (fin du mandat le 31 décembre 2011).
- 3) Collège des personnalités qualifiées et des représentants des usagers comportant six membres :
- a) Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales :
- Monsieur Jean DEMETTRE, personne qualifiée (fin du mandat en mars 2010),
- Monsieur le Docteur Christophe LAINE, Médecin Généraliste (fin du mandat en septembre 2010),
- Monsieur Paul LETE, Masseur-Kinésithérapeute, représentant non hospitalier des professions paramédicales (fin du mandat en mai 2011).
- b) Trois représentants des usagers :
- Monsieur VOINSON Stéphane, représentant l'Association ESPOIR 54 (fin du mandat en octobre 2012),
- Monsieur Rosario BUTTICE, représentant l'Union Nationale des Amis et Familles de Malades Psychiques de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en octobre 2011),
- Monsieur Michel KLING, représentant de l'Union Départementale des Associations Familiales de Meurthe-et-Moselle (fin du mandat en juin 2011).
- 4) Un représentant des familles de personnes accueillies en Unités de Soins de Longue Durée (USLD) ou un représentant des familles de personnes accueillies en Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) :
- Monsieur Lionel DEBIEMME, Manipulateur en radiologie (fin du mandat en mai 2011).

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté ARH n° 31 du 19 Août 2009.

Article 3 : Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours administratif ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière à Nancy (54000) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 4 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales de Meurthe-et-Moselle et le Directeur du Centre Hospitalier de SAINT NICOLAS DE PORT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 octobre 2009

Pour le directeur adjoint, suppléant dans les fonctions
de directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine, et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle,
Daniel BOUFFIER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Service cohésion sociale

Extrait de l'arrêté DDASS/SCS/ n° 1120 du 30 septembre 2009 portant approbation de la convention constitutive du groupement de coopération sociale et médico-sociale REGAIN 54 (Regroupement d'associations d'insertion de Nancy 54) – Modification d'intitulé

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : La convention constitutive du Groupement de Coopération Sociale et Médico-Sociale (GCSMS) dénommé « REGAIN-54 » est approuvée à la date du présent arrêté.

Article 2 : Lors de sa constitution, le GCSMS « REGAIN-54 » comporte les membres suivants :

- Association Lorraine d'Aide aux Sans Abri (ALASA)
269, avenue de la Libération - 54000 NANCY
- Association Lorraine d'Assistance aux Libérés (ASLORAL)
36, rue Pierre Villard - 54000 NANCY
- Association « Le Gîte Familial »
87 bis, avenue du Général Leclerc – 54000 NANCY

Article 3 : Le GCSMS « REGAIN-54 » a pour objet de permettre à ses membres :

- de développer leurs complémentarités pour un meilleur service aux personnes accueillies,
- de favoriser le rapprochement des pratiques sociales, professionnelles, administratives et de gestion,
- d'assurer progressivement le fonctionnement de l'ensemble des activités,
- de développer de nouvelles activités utiles à la réalisation d'objectifs communs,
- de favoriser les contacts avec les Institutions Publiques,
- de mutualiser les moyens humains, matériels, logistiques et financiers,
- de travailler en réseaux, en développant des pôles de compétences autour de l'accueil et l'orientation, la santé, le logement, l'emploi et la formation, la culture et la citoyenneté,
- de s'inscrire dans une démarche de qualité et de mettre en œuvre un dispositif de contrôle et d'évaluation des actions

Article 4 : Le siège social du GCSMS « REGAIN-54 » est fixé dans les locaux de l'association « le Gîte Familial » 87 bis, avenue du Général Leclerc – 54000 NANCY

Article 5 : Le GCSMS « REGAIN-54 » est constitué pour une durée indéterminée à compter du jour suivant la publication du présent arrêté.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif - 5 place carrière 54000 NANCY - dans les deux mois suivant sa publication au Recueil des Actes Administratifs.

Article 7 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Service santé-environnement

Extrait de l'arrêté n° 963/2009/DDASS/SE du 19 octobre 2009 portant déclaration d'insalubrité remédiable du logement d'habitation avec interdiction temporaire d'habiter et d'utiliser les lieux sis 1 bis, rue Jules Ferry à Malzéville (54220)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant les risques pour la santé publique que représente, en l'état, le logement d'habitation sis 1 bis, rue Jules Ferry à MALZEVILLE ;
Considérant qu'il y a lieu de prescrire les mesures propres à mettre fin à cette situation ;

ARRETE

Article 1^{er} : Est déclaré insalubre remédiable le logement d'habitation sis 1 bis, rue Jules Ferry – 54220 MALZEVILLE (section AH – parcelle 292) et appartenant à la SCI TONIO, route d'Agincourt – 54270 ESSEY-LES-NANCY.

Article 2 : L'interdiction d'habiter et d'utiliser la maison d'habitation sise 1bis, rue Jules Ferry à MALZEVILLE est prononcée à titre temporaire dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté jusqu'à sa mainlevée.

Article 3 : Afin de remédier à l'insalubrité constatée, les travaux/aménagements suivants devront être effectués dans le logement, dans un délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté :

- recherche et suppression de toutes sources d'humidité (condensation, infiltrations, fuites) ;
- remise en sécurité et aux normes de l'installation électrique ;
- mise en place d'équipements de production d'eau chaude en bon état d'usage et de fonctionnement, avec une pression et un débit suffisant ;
- remise en état/remplacement des revêtements intérieurs (murs, sols, plafonds), des huisseries, des plinthes, des ouvrants et des volets ;
- mise en place d'une installation de chauffage conforme, sécurisée et adaptée à la configuration des lieux ;
- mise en place d'un système de ventilation assurant un renouvellement permanent d'air neuf ;
- assainissement, nettoyage, désinfection ... des lieux ;
- ainsi que toutes mesures propres à rendre le logement conforme à la législation sanitaire en vigueur.

Article 4 : En cas de travaux susceptibles d'altérer les matériaux et/ou revêtements (ponçage, abattage de cloisons, intervention sur des matériaux amiantés...), les diagnostics amiante et plomb devront être fournis aux entreprises amenées à intervenir dans l'immeuble.

Article 5 : En application de l'article L.1331-28 du Code de la Santé Publique, le propriétaire est tenu d'informer le préfet de l'offre de relogement ou d'hébergement faite aux locataires pour se conformer à l'obligation prévue à l'article L.521-1 du code de la construction et l'habitation, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6 : Les dispositions prévues aux articles 1 à 2 du présent arrêté peuvent être levées par un arrêté du préfet sur la constatation par l'autorité sanitaire de la réalisation des travaux justifiant la levée de l'interdiction d'habiter et d'utiliser le logement.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès de la ministre chargée de la santé (Direction générale de la santé – SD7C – 8, avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY – 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 8 : A défaut pour le propriétaire de se conformer aux dispositions des articles 2 et 3, il est possible des sanctions prévues à l'article L.1337-4 du code de la santé publique, à savoir « d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 50 000 euros ».

Article 9 : Le fait de ne pas respecter cette interdiction d'habiter et le fait de remettre à disposition ces locaux vacants sont punis « d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 100 000 euros », conformément à l'article L.1337-4 du code de la santé publique.

Article 10 : Conformément à l'article L.1331-28 du code de la santé publique, les textes des articles L.521-1 à L.521-4 du code de la construction et de l'habitation sont reproduits ci-après :

Article L521-1

(Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 181 1^o journal officiel du 14 décembre 2000)

(Ordonnance n° 2005-1087 du 1 septembre 2005 art. 1 III journal officiel du 2 septembre 2005)

(Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 journal officiel du 16 décembre 2005)

Pour l'application du présent chapitre, l'occupant est le titulaire d'un droit réel conférant l'usage, le locataire, le sous-locataire ou l'occupant de bonne foi des locaux à usage d'habitation et de locaux d'hébergement constituant son habitation principale.

Le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement ou l'hébergement des occupants ou de contribuer au coût correspondant dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-1 dans les cas suivants :

- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité, d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique, si elle est assortie d'une interdiction d'habiter temporaire ou définitive ou si les travaux nécessaires pour remédier à l'insalubrité rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'un arrêté de péril en application de l'article L.511-1 du présent code, si l'arrêté ordonne l'évacuation du bâtiment ou s'il est assorti d'une interdiction d'habiter ou encore si les travaux nécessaires pour mettre fin au péril rendent temporairement le logement inhabitable ;
- lorsqu'un établissement recevant du public utilisé aux fins d'hébergement fait l'objet de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité en application de l'article L. 123-3.
- cette obligation est faite sans préjudice des actions dont dispose le propriétaire ou l'exploitant à l'encontre des personnes auxquelles l'état d'insalubrité ou de péril serait en tout ou partie imputable.

Article L521-2

(Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 181 2^o journal officiel du 14 décembre 2000)

(Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 journal officiel du 16 décembre 2005)

(Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 art. 44 III journal officiel du 16 juillet 2006)

I - Le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dû pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure prise en application de l'article L. 1331-22 du code de la santé publique à compter de l'envoi de la notification de cette mise en demeure.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cessent d'être dus pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-23 et L. 1331-24 du code de la santé publique ou de mesures décidées en application de l'article L. 123-3. Les loyers ou redevances sont à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suit le constat de la réalisation des mesures prescrites.

Pour les locaux visés par une déclaration d'insalubrité prise en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28 du code de la santé publique ou par un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1, le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage à la mairie et sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée.

Dans le cas où des locaux ont fait l'objet d'une mise en demeure prononcée en application de l'article L. 1331-26-1 du code de la santé publique suivie d'une déclaration d'insalubrité prise en application de l'article L. 1331-28 du même code, le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mise en demeure ou son affichage jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée de l'insalubrité.

Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par le propriétaire, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

II - Dans les locaux visés au I, la durée résiduelle du bail à la date du premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de la mainlevée de l'arrêté d'insalubrité ou de péril ou du constat de la réalisation des mesures prescrites, ou leur affichage, est celle qui restait à courir au premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de l'arrêté d'insalubrité ou de péril, de l'injonction, de la mise en demeure ou des prescriptions, ou leur affichage.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil.

III - Lorsque les locaux sont frappés d'une interdiction définitive d'habiter et d'utiliser, les baux et contrats d'occupation ou d'hébergement poursuivent de plein droit leurs effets, exception faite de l'obligation de paiement du loyer ou de toute somme versée en contrepartie de l'occupation, jusqu'à leur terme ou jusqu'au départ des occupants et au plus tard jusqu'à la date limite fixée par la déclaration d'insalubrité ou l'arrêté de péril.

Une déclaration d'insalubrité, un arrêté de péril ou la prescription de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité ne peut entraîner la résiliation de plein droit des baux et contrats d'occupation ou d'hébergement, sous réserve des dispositions du VII de l'article L. 521-3-2.

Les occupants qui sont demeurés dans les lieux faute d'avoir reçu une offre de relogement conforme aux dispositions du II de l'article L. 521-3-1 sont des occupants de bonne foi qui ne peuvent être expulsés de ce fait.

Article L521-3-1

(inséré par ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 journal officiel du 16 décembre 2005)

I - Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction temporaire d'habiter ou d'utiliser ou que son évacuation est ordonnée en application de l'article L. 511-3, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer aux occupants un hébergement décent correspondant à leurs besoins.

A défaut, l'hébergement est assuré dans les conditions prévues à l'article L.521-3-2. Son coût est mis à la charge du propriétaire ou de l'exploitant.

Si un logement qui a fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité au titre du II de l'article L. 1331-28 du code de la santé publique est manifestement sur-occupé, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer l'hébergement des occupants jusqu'au terme des travaux prescrits pour remédier à l'insalubrité. A l'issue, leur relogement incombe au préfet ou au maire dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le coût de l'hébergement est mis à sa charge.

II - Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction définitive d'habiter, ainsi qu'en cas d'évacuation à caractère définitif, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement des occupants. Cette obligation est satisfaite par la présentation à l'occupant de l'offre d'un logement correspondant à ses besoins et à ses possibilités. Le propriétaire ou l'exploitant est tenu de verser à l'occupant évincé une indemnité d'un montant égal à trois mois de son nouveau loyer et destinée à couvrir ses frais de réinstallation.

En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le relogement des occupants est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2.

Le propriétaire est tenu au respect de ces obligations si le bail est résilié par le locataire en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil ou s'il expire entre la date de la notification des arrêtés portant interdiction définitive d'habiter et la date d'effet de cette interdiction.

Article L521-3-2

(Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 journal officiel du 16 décembre 2005)

(Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 art. 44 III journal officiel du 16 juillet 2006)

(Ordonnance n° 2007-42 du 11 janvier 2007 art. 3 II journal officiel du 12 janvier 2007)

I - Lorsqu'un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1 ou des prescriptions édictées en application de l'article L. 123-3 sont accompagnés d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le maire prend les dispositions nécessaires pour les héberger ou les reloger.

II - Lorsqu'une déclaration d'insalubrité, une mise en demeure ou une injonction prise sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique est assortie d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le préfet, ou le maire s'il est délégataire de tout ou partie des réservations de logements en application de l'article L. 441-1, prend les dispositions nécessaires pour héberger ou reloger les occupants, sous réserve des dispositions du III.

III - Lorsque la déclaration d'insalubrité vise un immeuble situé dans une opération programmée d'amélioration de l'habitat prévue par l'article L. 303-1 ou dans une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, la personne publique qui a pris l'initiative de l'opération prend les dispositions nécessaires à l'hébergement ou au relogement des occupants.

IV - Lorsqu'une personne publique, un organisme d'habitations à loyer modéré, une société d'économie mixte ou un organisme à but non lucratif a assuré le relogement, le propriétaire ou l'exploitant lui verse une indemnité représentative des frais engagés pour le relogement, égale à un an du loyer prévisionnel.

V - Si la commune assure, de façon occasionnelle ou en application d'une convention passée avec l'Etat, les obligations d'hébergement ou de relogement qui sont faites à celui-ci en cas de défaillance du propriétaire, elle est subrogée dans les droits de l'Etat pour le recouvrement de sa créance.

VI - La créance résultant de la substitution de la collectivité publique aux propriétaires ou exploitants qui ne se conforment pas aux obligations d'hébergement et de relogement qui leur sont faites par le présent article est recouvrée soit comme en matière de contributions directes par la personne publique créancière, soit par l'émission par le maire ou le préfet d'un titre exécutoire au profit de l'organisme ayant assuré l'hébergement ou le relogement.

VII - Si l'occupant a refusé trois offres de relogement qui lui ont été faites au titre des I, II ou III, le juge peut être saisi d'une demande tendant à la résiliation du bail ou du droit d'occupation et à l'autorisation d'expulser l'occupant.

Article L521-4

(Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 181 2° journal officiel du 14 décembre 2000)

(Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 3 journal officiel du 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002)

(Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 journal officiel du 16 décembre 2005)

I - Est puni de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 000 euros le fait :

- en vue de contraindre un occupant à renoncer aux droits qu'il détient en application des articles L. 521-1 à L. 521-3-1, de le menacer, de commettre à son égard tout acte d'intimidation ou de rendre impropres à l'habitation les lieux qu'il occupe ;
- de percevoir un loyer ou toute autre somme en contrepartie de l'occupation du logement, y compris rétroactivement, en méconnaissance du I de l'article L. 521-2 ;
- de refuser de procéder à l'hébergement ou au relogement de l'occupant, bien qu'étant en mesure de le faire.

II - Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou des locaux mis à bail ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

III - Les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article.

Les peines encourues par les personnes morales sont :

- l'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;
- les peines complémentaires prévues aux 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du code pénal ;

- la confiscation mentionnée au 8° de cet article porte sur le fonds de commerce ou les locaux mis à bail ;
- lorsque les poursuites sont effectuées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du présent code.

Article 11 : Le présent arrêté sera notifié à :

- SCI TONIO, propriétaire ;
- M. Bruno AMADORI, locataire.

Il sera également affiché à la mairie de MALZEVILLE ainsi que sur la façade de l'immeuble.

Il sera transmis à monsieur le maire de la commune de MALZEVILLE, à monsieur le procureur de la république, à monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, à l'organisme payeur des aides personnelles au logement, ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département.

Article 12 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le maire de MALZEVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 13 : Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble pour chacun des locaux concernés aux frais du propriétaire mentionné à l'article 1.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 19 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté n° 1071/2009/DDASS/SE du 19 octobre 2009 portant déclaration d'insalubrité remédiable du logement du rez-de-chaussée de l'immeuble d'habitation sis 22, rue des Morlots à Uruffe (54112)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant les risques pour la santé publique que représente, en l'état, le logement du rez de chaussée de l'immeuble d'habitation sis 22, rue des Morlots à URUFFE ;

Considérant qu'il y a lieu de prescrire les mesures propres à mettre fin à cette situation ;

AR R E T E

Article 1^{er} : Est déclaré insalubre remédiable le logement du rez de chaussée de l'immeuble d'habitation sis 22, rue des Morlots – 54112 URUFFE (section F – parcelle 249) et appartenant à la société BYONE European, 2, rue des Romains – 6370 HALLER-LUXEMBOURG.

Article 2 : L'interdiction d'habiter et d'utiliser le logement du rez de chaussée de l'immeuble d'habitation sis 22, rue des Morlots – 54112 URUFFE est prononcée à titre temporaire dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté jusqu'à sa mainlevée

Article 3 : Afin de remédier à l'insalubrité constatée, les travaux/aménagements suivants devront être effectués dans le logement, dans un délai de 1 an à compter de la notification du présent arrêté :

- recherche et suppression de toutes sources d'humidité (condensation, infiltrations, fuites) ;
- remise en sécurité et aux normes de l'installation électrique ;
- mise en place d'équipements de production d'eau chaude en bon état d'usage et de fonctionnement, avec une pression et un débit suffisant ;
- remise en état/remplacement des revêtements intérieurs (murs, sols, plafonds), des huisseries, des plinthes, des ouvrants et des volets ;
- mise en place d'une installation de chauffage conforme, sécurisée et adaptée à la configuration des lieux ;
- mise en place d'un système de ventilation assurant un renouvellement permanent d'air neuf ;
- assainissement, nettoyage, désinfection des lieux ;
- ainsi que toutes mesures propres à rendre le logement conforme à la législation sanitaire en vigueur.

Article 4 : En cas de travaux susceptibles d'altérer les matériaux et/ou revêtements (ponçage, abattage de cloisons, intervention sur des matériaux amiantés...), les diagnostics amiante et plomb devront être fournis aux entreprises amenées à intervenir dans l'immeuble.

Article 5 : En application de l'article L.1331-28 du Code de la Santé Publique, le propriétaire est tenu d'informer le préfet de l'offre de relogement ou d'hébergement faite aux locataires pour se conformer à l'obligation prévue à l'article L.521-1 du code de la construction et l'habitation, dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 6 : Les dispositions prévues aux articles 1 à 2 du présent arrêté peuvent être levées par un arrêté du préfet sur la constatation par l'autorité sanitaire de la réalisation des travaux justifiant la levée de l'interdiction d'habiter et d'utiliser le logement.

Article 7 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès de la ministre chargée de la santé (Direction générale de la santé – SD7C – 8, avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY – 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Article 8 : A défaut pour le propriétaire de se conformer aux dispositions des articles 2 et 3, il est passible des sanctions prévues à l'article L.1337-4 du code de la santé publique, à savoir « d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 50 000 euros ».

Article 9 : Le fait de ne pas respecter cette interdiction d'habiter et le fait de remettre à disposition ces locaux vacants sont punis « d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 100 000 euros », conformément à l'article L.1337-4 du code de la santé publique.

Article 10 : Conformément à l'article L.1331-28 du code de la santé publique, les textes des articles L.521-1 à L.521-4 du code de la construction et de l'habitation sont reproduits ci-après :

Article L521-1

(Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 181 1° journal officiel du 14 décembre 2000)
(Ordonnance n° 2005-1087 du 1 septembre 2005 art. 1 III journal officiel du 2 septembre 2005)
(Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 journal officiel du 16 décembre 2005)

Pour l'application du présent chapitre, l'occupant est le titulaire d'un droit réel conférant l'usage, le locataire, le sous-locataire ou l'occupant de bonne foi des locaux à usage d'habitation et de locaux d'hébergement constituant son habitation principale.

Le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement ou l'hébergement des occupants ou de contribuer au coût correspondant dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-1 dans les cas suivants :

- lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité, d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique, si elle est assortie d'une interdiction d'habiter temporaire ou définitive ou si les travaux nécessaires pour remédier à l'insalubrité rendent temporairement le logement inhabitable ;
 - lorsqu'un immeuble fait l'objet d'un arrêté de péril en application de l'article L.511-1 du présent code, si l'arrêté ordonne l'évacuation du bâtiment ou s'il est assorti d'une interdiction d'habiter ou encore si les travaux nécessaires pour mettre fin au péril rendent temporairement le logement inhabitable ;
 - lorsqu'un établissement recevant du public utilisé aux fins d'hébergement fait l'objet de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité en application de l'article L. 123-3.
- cette obligation est faite sans préjudice des actions dont dispose le propriétaire ou l'exploitant à l'encontre des personnes auxquelles l'état d'insalubrité ou de péril serait en tout ou partie imputable.

Article L521-2

(Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 181 2° journal officiel du 14 décembre 2000)
(Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 journal officiel du 16 décembre 2005)
(Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 art. 44 III journal officiel du 16 juillet 2006)

I - Le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cesse d'être dû pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure prise en application de l'article L. 1331-22 du code de la santé publique à compter de l'envoi de la notification de cette mise en demeure.

Le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation cessent d'être dus pour les locaux qui font l'objet d'une mise en demeure ou d'une injonction prise en application des articles L. 1331-23 et L. 1331-24 du code de la santé publique ou de mesures décidées en application de l'article L. 123-3. Les loyers ou redevances sont à nouveau dus à compter du premier jour du mois qui suit le constat de la réalisation des mesures prescrites.

Pour les locaux visés par une déclaration d'insalubrité prise en application des articles L. 1331-25 et L. 1331-28 du code de la santé publique ou par un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1, le loyer en principal ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de l'arrêté ou de son affichage à la mairie et sur la façade de l'immeuble, jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée.

Dans le cas où des locaux ont fait l'objet d'une mise en demeure prononcée en application de l'article L. 1331-26-1 du code de la santé publique suivie d'une déclaration d'insalubrité prise en application de l'article L. 1331-28 du même code, le loyer ou toute autre somme versée en contrepartie de l'occupation du logement cesse d'être dû à compter du premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification de la mise en demeure ou son affichage jusqu'au premier jour du mois qui suit l'envoi de la notification ou l'affichage de l'arrêté de mainlevée de l'insalubrité.

Les loyers ou toutes autres sommes versées en contrepartie de l'occupation du logement indûment perçus par le propriétaire, l'exploitant ou la personne ayant mis à disposition les locaux sont restitués à l'occupant ou déduits des loyers dont il devient à nouveau redevable.

II - Dans les locaux visés au I, la durée résiduelle du bail à la date du premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de la mainlevée de l'arrêté d'insalubrité ou de péril ou du constat de la réalisation des mesures prescrites, ou leur affichage, est celle qui restait à courir au premier jour du mois suivant l'envoi de la notification de l'arrêté d'insalubrité ou de péril, de l'injonction, de la mise en demeure ou des prescriptions, ou leur affichage.

Ces dispositions s'appliquent sans préjudice des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil.

III - Lorsque les locaux sont frappés d'une interdiction définitive d'habiter et d'utiliser, les baux et contrats d'occupation ou d'hébergement poursuivis de plein droit leurs effets, exception faite de l'obligation de paiement du loyer ou de toute somme versée en contrepartie de l'occupation, jusqu'à leur terme ou jusqu'au départ des occupants et au plus tard jusqu'à la date limite fixée par la déclaration d'insalubrité ou l'arrêté de péril.

Une déclaration d'insalubrité, un arrêté de péril ou la prescription de mesures destinées à faire cesser une situation d'insécurité ne peut entraîner la résiliation de plein droit des baux et contrats d'occupation ou d'hébergement, sous réserve des dispositions du VII de l'article L. 521-3-2.

Les occupants qui sont demeurés dans les lieux faute d'avoir reçu une offre de relogement conforme aux dispositions du II de l'article L. 521-3-1 sont des occupants de bonne foi qui ne peuvent être expulsés de ce fait.

Article L521-3-1

(inséré par ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 journal officiel du 16 décembre 2005)

I - Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction temporaire d'habiter ou d'utiliser ou que son évacuation est ordonnée en application de l'article L. 511-3, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer aux occupants un hébergement décent correspondant à leurs besoins.

A défaut, l'hébergement est assuré dans les conditions prévues à l'article L.521-3-2. Son coût est mis à la charge du propriétaire ou de l'exploitant.

Si un logement qui a fait l'objet d'une déclaration d'insalubrité au titre du II de l'article L. 1331-28 du code de la santé publique est manifestement sur-occupé, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer l'hébergement des occupants jusqu'au terme des travaux prescrits pour remédier à l'insalubrité. A l'issue, leur relogement incombe au préfet ou au maire dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2. En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le coût de l'hébergement est mis à sa charge.

II - Lorsqu'un immeuble fait l'objet d'une interdiction définitive d'habiter, ainsi qu'en cas d'évacuation à caractère définitif, le propriétaire ou l'exploitant est tenu d'assurer le relogement des occupants. Cette obligation est satisfaite par la présentation à l'occupant de l'offre d'un logement correspondant à ses besoins et à ses possibilités. Le propriétaire ou l'exploitant est tenu de verser à l'occupant évincé une indemnité d'un montant égal à trois mois de son nouveau loyer et destinée à couvrir ses frais de réinstallation.

En cas de défaillance du propriétaire ou de l'exploitant, le relogement des occupants est assuré dans les conditions prévues à l'article L. 521-3-2.

Le propriétaire est tenu au respect de ces obligations si le bail est résilié par le locataire en application des dispositions du dernier alinéa de l'article 1724 du code civil ou s'il expire entre la date de la notification des arrêtés portant interdiction définitive d'habiter et la date d'effet de cette interdiction.

Article L521-3-2

(Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 journal officiel du 16 décembre 2005)

(Loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 art. 44 III journal officiel du 16 juillet 2006)

(Ordonnance n° 2007-42 du 11 janvier 2007 art. 3 II journal officiel du 12 janvier 2007)

I - Lorsqu'un arrêté de péril pris en application de l'article L. 511-1 ou des prescriptions édictées en application de l'article L. 123-3 sont accompagnés d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le maire prend les dispositions nécessaires pour les héberger ou les reloger.

II - Lorsqu'une déclaration d'insalubrité, une mise en demeure ou une injonction prise sur le fondement des articles L. 1331-22, L. 1331-23, L. 1331-24, L. 1331-25, L. 1331-26-1 et L. 1331-28 du code de la santé publique est assortie d'une interdiction temporaire ou définitive d'habiter et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, le préfet, ou le maire s'il est délégataire de tout ou partie des réservations de logements en application de l'article L. 441-1, prend les dispositions nécessaires pour héberger ou reloger les occupants, sous réserve des dispositions du III.

III - Lorsque la déclaration d'insalubrité vise un immeuble situé dans une opération programmée d'amélioration de l'habitat prévue par l'article L. 303-1 ou dans une opération d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme et que le propriétaire ou l'exploitant n'a pas assuré l'hébergement ou le relogement des occupants, la personne publique qui a pris l'initiative de l'opération prend les dispositions nécessaires à l'hébergement ou au relogement des occupants.

IV - Lorsqu'une personne publique, un organisme d'habitations à loyer modéré, une société d'économie mixte ou un organisme à but non lucratif a assuré le relogement, le propriétaire ou l'exploitant lui verse une indemnité représentative des frais engagés pour le relogement, égale à un an du loyer prévisionnel.

V - Si la commune assure, de façon occasionnelle ou en application d'une convention passée avec l'Etat, les obligations d'hébergement ou de relogement qui sont faites à celui-ci en cas de défaillance du propriétaire, elle est subrogée dans les droits de l'Etat pour le recouvrement de sa créance.

VI - La créance résultant de la substitution de la collectivité publique aux propriétaires ou exploitants qui ne se conforment pas aux obligations d'hébergement et de relogement qui leur sont faites par le présent article est recouvrée soit comme en matière de contributions directes par la personne publique créancière, soit par l'émission par le maire ou le préfet d'un titre exécutoire au profit de l'organisme ayant assuré l'hébergement ou le relogement.

VII - Si l'occupant a refusé trois offres de relogement qui lui ont été faites au titre des I, II ou III, le juge peut être saisi d'une demande tendant à la résiliation du bail ou du droit d'occupation et à l'autorisation d'expulser l'occupant.

Article L521-4

(Loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 art. 181 2° journal officiel du 14 décembre 2000)

(Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art. 3 journal officiel du 22 septembre 2000 en vigueur le 1er janvier 2002)

(Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 art. 8 journal officiel du 16 décembre 2005)

I - Est puni de trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 000 euros le fait :

- en vue de contraindre un occupant à renoncer aux droits qu'il détient en application des articles L. 521-1 à L. 521-3-1, de le menacer, de commettre à son égard tout acte d'intimidation ou de rendre impropres à l'habitation les lieux qu'il occupe ;
- de percevoir un loyer ou toute autre somme en contrepartie de l'occupation du logement, y compris rétroactivement, en méconnaissance du I de l'article L. 521-2 ;
- de refuser de procéder à l'hébergement ou au relogement de l'occupant, bien qu'étant en mesure de le faire.

II - Les personnes physiques encourent également les peines complémentaires suivantes :

1° La confiscation du fonds de commerce ou des locaux mis à bail ;

2° L'interdiction pour une durée de cinq ans au plus d'exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l'infraction. Cette interdiction n'est toutefois pas applicable à l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilités syndicales.

III - Les personnes morales peuvent être déclarées pénalement responsables, dans les conditions prévues par l'article 121-2 du code pénal, des infractions définies au présent article.

Les peines encourues par les personnes morales sont :

- l'amende, suivant les modalités prévues par l'article 131-38 du code pénal ;
- les peines complémentaires prévues aux 2°, 4°, 8° et 9° de l'article 131-39 du code pénal ;
- la confiscation mentionnée au 8° de cet article porte sur le fonds de commerce ou les locaux mis à bail ;
- lorsque les poursuites sont effectuées à l'encontre d'exploitants de fonds de commerce aux fins d'hébergement, il est fait application des dispositions de l'article L. 651-10 du présent code.

Article 11 : Le présent arrêté sera notifié à :

- société BYONE European, propriétaire ;
- M. et Mme AUBRY Frédéric, locataires.

Il sera également affiché à la mairie d'URUFFE ainsi que sur la façade de l'immeuble.

Il sera transmis à Monsieur le maire de la commune d'URUFFE, à Monsieur le procureur de la république, à Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, à Monsieur le sous-préfet de TOUL, à l'organisme payeur des aides personnelles au logement, ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département.

Article 12 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le maire d'URUFFE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 13 : Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble pour chacun des locaux concernés aux frais du propriétaire mentionné à l'article 1.

Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 19 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de l'arrêté 2009/DDEA54/AFC/N° 491 du 25 septembre 2009 portant sur l'envoi en prise de possession provisoire sur la commune de Pettonville

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Les attributaires des nouveaux lots définis au plan modifié par la commission communale d'aménagement foncier de PETTONVILLE dans sa séance du 17/07/2009 sont envoyés en possession provisoire dans les conditions ci-après :

Terres en orges d'hiver, escourgeons colza d'hiver dès enlèvement des récoltes, paille comprise, au plus tard le 15/08/2009.

Terres en blé, orge de printemps, colza de printemps, avoine : dès enlèvement des récoltes, paille comprise, au plus tard le 01/09/2009.

Terres en maïs ensilage : dès enlèvement des récoltes, au plus tard le 15/10/2009.

Terres en maïs grain : dès enlèvement des récoltes, broyage des tiges compris, au plus tard le 15/11/2009.

Terres en tournesol : dès enlèvement des récoltes, au plus tard le 15/11/2009.

Terres en herbes : au plus tard le 15/11/2009.

Jachères : le 15/09/2009.

Jardins potagers et chènevières : au plus tard le 15/11/2009.

Arbres d'essences forestières (non indemnisés par une soule) : pourront être abattus et débités, coupés au ras du sol, branchages brûlés ou enlevés par les propriétaires actuels jusqu'au 01/04/2010, enlèvement compris dans les conditions suivantes : diamètre de 20 cm minimum mesuré à 1,30 m de hauteur pour toutes les essences.

Les clôtures et toutes autres installations démontables et récupérables devront être retirées des parcelles cédées au plus tard le 01/12/2009, passé ce délai, elles deviendront la propriété de l'affectataire du terrain et cela sans indemnité.

Les arbres d'essences forestières et fruitières situés sur les nouvelles emprises de chemins pourront être exploités par les propriétaires actuels (abattage, enlèvement, branchages enlevés ou brûlés) jusqu'au 01/04/2010.

Les arbres fruitiers abandonnés ne pourront être enlevés que par les nouveaux propriétaires, sauf ceux dont la présence serait une gêne pour la réalisation des travaux connexes (abattage et enlèvement aux mêmes conditions que pour les arbres d'essences forestières).

Il est interdit de semer des cultures dérobées dans les parcelles abandonnées, de combler les puits abandonnés sur les parcelles non réattribuées et de procéder à l'enlèvement ou à la destruction des buses (aqueducs).

Préalablement à la réalisation des travaux connexes, les emprises des chemins ruraux supprimés seront provisoirement maintenues et chaque propriétaire supportera une servitude de passage temporaire pour l'exploitation des nouvelles parcelles qui seraient provisoirement enclavées.

Article 2 : Les modalités ci-dessus n'excluent pas les accords amiables différents qui pourraient intervenir entre les intéressés, avant les dates limites mentionnées ci-dessus.

Article 3 : Le transfert de propriété des nouvelles parcelles interviendra à la date de clôture des opérations de remembrement prononcée par arrêté préfectoral.

Article 4 : Les interdictions figurant dans l'arrêté préfectoral ordonnant le remembrement s'imposent à tous jusqu'à la clôture des opérations prononcée par arrêté préfectoral.

Article 5 : Le présent arrêté peut être déféré dans un délai de deux mois dès réception de la notification aux intéressés devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, Monsieur le Maire de PETTONVILLE, Mesdames et Messieurs les Maires de HABLAINVILLE, HERBEVILLER, RECLONVILLE, et VAXAINVILLE, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Celui-ci sera publié en Mairie des communes concernées, dans un journal du département et notifié aux intéressés, inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture ; à Monsieur le Trésorier payeur général de Meurthe et Moselle ; à Monsieur le Président de la commission départementale d'aménagement foncier de Meurthe et Moselle ; à Monsieur le Président du conseil général, à Monsieur le Président de la fédération de Meurthe et Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique.

Nancy, le 25 septembre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Service aménagement durable, urbanisme, risques

Commune de Charmois - Extrait de l'arrêté n° 2009/DDEA54/ADUR/036 du 29 octobre 2009 - Approbation de la carte communale en application de l'article R. 124-7 du code de l'urbanisme

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le document respecte les objectifs visés à l'article L. 110 du code de l'urbanisme ;

A R R E T E

Article 1^{er} : La carte communale de CHARMOIS qui précise les modalités d'application des Règles Nationales d'Urbanisme, est approuvée.

Article 2 : Le dossier comprend :

- le rapport de présentation,
- un plan de zonage au 1/2 000^e,
- un plan de zonage au 1/5 000^e,
- annexes,
- un plan de réseaux au 1/2 000^e.

Article 3 : La délibération et l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale sont affichés pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Article 4 : Le conseil municipal de CHARMOIS n'a pas demandé à être compétent pour délivrer les permis de construire.

En conséquence, conformément à l'article L. 422-1 du code de l'urbanisme, les permis de construire seront délivrés par le maire au nom de l'État.

Article 5 : Le secrétaire général de la Préfecture, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture et le maire de CHARMOIS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 29 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Extrait de l'arrêté du 26 octobre 2009 relatif à l'agrément de la SCOP "Présence Plus" à Mont-Saint-Martin (54350)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Vu la demande reçue le 09 octobre 2009 à la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle de Meurthe-et-Moselle, de Monsieur Mourad BOUDINE, gérant de la société PRESENCE PLUS située 44 rue des Iris, 54350 MONT SAINT MARTIN.

A R R E T E

Article 1^{er} : La société PRESENCE PLUS demanderesse visée ci-dessus est habilitée à prendre l'appellation de Société Coopérative Ouvrière de Production ou de Société Coopérative de Travailleurs ou à utiliser cette appellation ou les initiales « S.C.O.P » ainsi qu'à prétendre au bénéfice des dispositions prévues par les textes législatifs ou réglementaires relatifs aux Sociétés Coopératives Ouvrières de Production.

Article 2 : Cette même société pourra, en application des dispositions des articles 61 et 260 du code des marchés publics, prétendre au bénéfice des avantages prévus, d'une part, par les articles 62, 63, et 143 de ce code et, d'autre part, par les articles 261, 262 et 263 dudit code.

Article 3 : Elle pourra également bénéficier des dispositions :

- 1) de l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements ;
- 2) des articles 18, 19, 20, 21, 76 et 90 de l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général.

Article 4 : L'habilitation accordée en vertu du présent arrêté à la société sus nommée est valable, sous réserve des dispositions des articles 2 et 4 du décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production, à compter de la date d'inscription en tant que Société Coopérative Ouvrière de Production au registre du commerce, et jusqu'à radiation prononcée dans les conditions prévues par les articles 6 et 7 du même texte.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet chargé des affaires économiques, le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, le Directeur Départemental de la concurrence, de la consommation et de la Répression des Fraudes, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à la société demanderesse.

Nancy, le 26 octobre 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois de sa notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (127 rue de Grenelle – 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière – 54000 NANCY).

AUTRES SERVICES

RESEAU FERRE DE FRANCE

Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 10 septembre 2009 d'un terrain sis à Laneuveville-aux-Bois (54)

Le président du conseil d'administration

DECIDE

Article 1^{er} : Le terrain sis à LANEUEVILLE AUX BOIS (54) Lieu-dit Justice sur la parcelle cadastrée ZH 38 pour une superficie de 14413 m², tel qu'il apparaît sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1), est déclassé du domaine public ferroviaire.

Article 2 : La présente décision sera affichée en mairie de LANEUEVILLE AUX BOIS et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 10 septembre 2009

Pour le président et par délégation,

Le directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne,
Philippe LAUMIN
Par délégation,
Bertrand WAHL

(1) Ce plan ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée - 67000 STRASBOURG.

Extrait de la décision de déclassement du domaine public ferroviaire du 19 octobre 2009 d'un terrain sis à Varangéville (54)

Le président du conseil d'administration

DECIDE

Article 1^{er} : Le terrain sis à VARANGEVILLE (54) Lieu-dit Les Près de Roanne sur la parcelle cadastrée ZB 337 pour une superficie de 2630 m², tel qu'il apparaît sur le plan joint à la présente décision figurant sous teinte jaune (1), est déclassé du domaine public ferroviaire.

Article 2 : La présente décision sera affichée en mairie de VARANGEVILLE et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 19 octobre 2009

Pour le président et par délégation,

Le directeur régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne,
Philippe LAUMIN
Par délégation,
Bertrand WAHL

(1) Ce plan ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée - 67000 STRASBOURG.

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANCY

Décision de délégation de signature du 19 octobre 2009

Le président du tribunal administratif de Nancy,

Vu l'ordonnance n° 59-2 du 2 janvier 1959 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 ;

Vu l'arrêté du 29 janvier 1991 nommant le vice-président du Conseil d'Etat ordonnateur principal des recettes et des dépenses du Conseil d'Etat et des juridictions administratives ;

Vu le décret n° 91-208 du 22 février 1991, complétant le décret n° 89-915 du 19 décembre 1989 et instituant les présidents, chefs de juridiction des tribunaux administratifs et cours administratives d'appel, ordonnateurs secondaires des dépenses de fonctionnement de la juridiction qu'ils président ;

DECIDE

Article 1^{er} : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel RICHER, président du tribunal administratif de NANCY, Mme Annick WOLF, vice-président, est habilitée à signer tous documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de fonctionnement du tribunal.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel RICHER, président du tribunal administratif et Mme Annick WOLF, vice-président du tribunal administratif, Mme Marie-Pierre BEETZ, greffier en chef, est habilitée à signer tous documents relatifs à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses de fonctionnement du tribunal.

Article 3 : La présente délégation ne concerne ni les décisions de "passez outre", ni les réquisitions du comptable qui restent soumises à la signature du président du tribunal administratif.

Article 4 : Le présent arrêté prend effet à compter de sa date de publication.

Article 5 : Les signatures de Mme Annick WOLF et de Mme Marie-Pierre BEETZ seront accréditées auprès de M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Article 6 : Le président du tribunal administratif, le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs du département.

Nancy, le 19 octobre 2009

Le président,
Daniel RICHER

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

Décision de délégation de signature du 14 octobre 2009

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur,

Vu le Décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des Marchés Publics ;

Vu le Règlement intérieur de la Commission d'Appel d'Offres ;

Vu le Guide interne des procédures d'achats, formalisant notamment les marchés à procédures adaptées, dans sa version v3.0.

Article 1^{er} : Délègue sa compétence à l'effet de signer les marchés publics et tous les actes dévolus au pouvoir adjudicateur par le Code des Marchés Publics et les cahiers des clauses administratives générale, à :

- Monsieur Mickaël DUWOYE, Directeur des Services Economiques ;
- Mademoiselle Rachel RUTHMANN, Directrice Adjointe, Directeur des Ressources Humaines ;
- Monsieur Jean-Louis PEROT, Ingénieur en Chef coordonnateur technique par intérim des Services Techniques;
Article 2 : La présente délégation s'applique pour les marchés à procédure adaptée relevant de l'article 28 ou de l'article 30 du Code des Marchés Publics, et dont le montant est inférieur au seuil mentionné au II.2° de l'article 26 du même code, dans la limite du domaine de compétence des bénéficiaires, c'est-à-dire :
- M. Mickaël DUWOYE : les marchés passés par la Direction des Services Economiques ;
- M. Jean-Louis PEROT : les marchés passés par Coordination technique et les services techniques de sites ;
- Mlle Rachel RUTHMANN : les marchés de formation passés en application de l'article 30 du Code des Marchés Publics.
Au-delà d'un montant inférieur au seuil mentionné au II.2° de l'article 26 du même code, Monsieur le Directeur Général demeure l'unique représentant du pouvoir adjudicateur du CHU de Nancy au sens du Code des Marchés Publics.
Article 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :
↳ De respecter les procédures réglementaires du Code des Marchés Publics
↳ De rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.
Article 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.
A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'application des dispositions du Code des Marchés Publics par l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.
Cette délégation ne peut être déléguée en cas d'absence ou d'empêchement. Dans ce cas, les marchés visés par la présente délégation sont signés par le Directeur Général, représentant du pouvoir adjudicateur.
La présente délégation sera publiée au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 14 octobre 2009

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

Décision de délégation de signature du 14 octobre 2009

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur,
Vu la Loi n° 91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,
Vu le Décret n° 92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,
Vu le Décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics
Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy
Article 1^{er} : Donne délégation à M. Mickaël DUWOYE, Directeur des Services Economiques, pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la Coordination Technique et les Services Techniques de site, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché.
Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à M. Grégory LEMAITRE, Attaché d' Administration Hospitalière.
Article 2 : Donne délégation principale à M. Jean-louis PEROT, Ingénieur en Chef, Coordonnateur technique par intérim des Services techniques, pour la signature des certificats de réception, ainsi que pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Fonction Technique, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses.
Une délégation secondaire est donnée à M. Mickaël DUWOYE, Directeur des Services Economiques.
Une délégation secondaire est donnée à M. Richard ALBALADEJO, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.
Une délégation secondaire est donnée à Mme Laure DELERY, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.
Une délégation secondaire est donnée à M. Richard PEREZ, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.
Une délégation secondaire est donnée à M. Jean-François MILLARD, Ingénieur, limitée aux domaines relevant de sa compétence.
La liste des comptes est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, elle est également communiquée au comptable du CHU.
Article 3 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :
- de respecter les procédures réglementaires
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Finances.
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.
Article 4 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.
A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.
Article 5 : La présente délégation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.
Nancy, le 14 octobre 2009

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

Décision de délégation de signature du 14 octobre 2009

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU de Nancy, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur,
Vu la Loi n°91-748 du 31 juillet 1991 portant réforme hospitalière,
Vu le Décret n°92-783 du 6 août 1992 relatif à la délégation de signature des directeurs d'établissement,
Vu le Décret n°2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics,
Vu le Décret du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire de Nancy
Article 1^{er} : Donne délégation à M. Mickaël DUWOYE, Directeur des Services Economiques, pour signer en son nom et place, les pièces administratives relatives à la passation et à l'exécution des marchés publics gérés par la Direction des Services Economiques, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, et en son absence pour congés, à monsieur Damien PREVOST, Ingénieur responsable de l'achat médical et biomédical.
Une délégation secondaire, concernant exclusivement les pièces relatives à la passation des marchés, exception faite du choix de l'attributaire et de la signature du marché, est donnée à :
- M. Grégory LEMAITRE, Attaché d' Administration Hospitalière responsable du Secteur des Marchés Publics
Une délégation secondaire est donnée exclusivement pour la signature des certificats de réception de matériels d'une valeur inférieure à 5 000 euros Hors Taxes à :
- Mme Gabrielle GAUDAIRE, Ingénieur Biomédical, coordinatrice de la fonction achat
- Mme Catherine VASSEUR, Attachée d'Administration Hospitalière responsable de l'approvisionnement du Secteur Achat Médical et Biomédical
- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d'Administration Hospitalière responsable du Secteur des Prestations de Service
- Mme Monique WIEDENKELLER, Attachée d'Administration Hospitalière responsable de l'approvisionnement du Secteur des Achats Techniques et Hôtelières

Article 2 : Donne délégation principale à M Mickaël DUWOYE, pour l'ensemble des comptes relevant du suivi de la Direction des Services Economiques, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses et en son absence pour congés, à M Damien PREVOST, Ingénieur responsable de l'achat médical et biomédical.

Donne délégation secondaire à Madame Dominique CAPPELLI, Directeur Adjoint, pour la signature des certificats de réception, ainsi que pour l'ensemble des comptes relevant de sa responsabilité, en terme d'engagement et de liquidation de dépenses.

Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes de la Direction des Services Economiques, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 2 quand le bon de commande n'excède pas 3 000 euros Hors Taxes, et de façon générale pour ceux de classe 6, à :

- Madame Catherine VASSEUR, Attachée d' Administration Hospitalière responsable de l'approvisionnement du Secteur Achat Médical et Biomédical
- Mme Monique ALLENBACH, Attachée d' Administration Hospitalière responsable du Secteur des Prestations de Service
- Mme Monique WIEDENKELLER, Attachée d' Administration Hospitalière responsable de l'approvisionnement du Secteur des Achats Techniques et Hôtelières

La liste des comptes correspondant à chaque secteur d'achats est annexée à la présente délégation. Elle est communiquée aux bénéficiaires de la délégation, ainsi qu'au comptable du CHU.

Article 3 : Une délégation secondaire est donnée pour la signature des bons de commandes du secteur d'achats qu'ils encadrent, mais exclusivement pour les comptes budgétaires de classe 6, à :

- M. Yoann MARTIN, Ingénieur Acheteur sur le secteur des laboratoires
- M. Stéphane CREUSOT, Ingénieur en charge de la restauration du CHU

Article 4 : Cette délégation est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par la Direction des Affaires Financières,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 5 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 6 : La présente délégation se substitue à celle du 11 juin 2009. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 14 octobre 2009

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

Décision de délégation de signature du 26 octobre 2009

Monsieur Philippe VIGOUROUX, directeur général du CHU de Nancy,

Vu l'Article D6143-33 du Code de la Santé Publique,

Vu le Décret en date du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du C.H.U. de NANCY,

Article 1^{er} : En matière de gestion du personnel, donne délégation à Madame Geneviève LEFEBVRE, titulaire de la délégation générale de signature, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
 - confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
 - sanction disciplinaire,
- concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

Article 2 : En matière de gestion du personnel et de formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Madame Rachel RUTHMANN, Directeur Adjoint à la Direction des Ressources Humaines et à monsieur Gérard UMLOR, Attaché d'Administration Hospitalière pour signer au nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents, contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement dans l'emploi ou contrat avenir.

Article 3 : En l'absence de Madame Rachel RUTHMANN et de monsieur Gérard UMLOR, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Madame Geneviève LEFEBVRE

Article 4 : En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux Directeurs suivants :

Monsieur BOULANGÉ Philippe
Monsieur GROSSE Frédéric
Madame RUTHMANN Rachel
Monsieur KIEFFER Daniel
Mademoiselle BOULANGER Anne-Lucie
Monsieur STARK Gérard
Monsieur VIRION Jean-Marc
Monsieur WERNERT Philippe
Monsieur TAFFUT Pascal
Monsieur DEUTSCHER Jean-Louis
Madame CAPPELLI Dominique
Monsieur ZURCHER Eric
Mademoiselle DHELLEM Nathalie
Mademoiselle BERNARD Lucie
Madame BRUNEAUD Françoise

b) pour les infirmiers, les infirmiers anesthésistes, les infirmiers de blocs opératoires, les puéricultrices, les aides soignants et les agents des services hospitaliers qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins suivants :

Madame GOND Eliane
Monsieur THOMAS Gérard
Monsieur POLEGATO Gérard
Monsieur VIAUX Alain
Madame CORBIAT Anne

c) pour les personnels des écoles qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins et cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'un institut de formation suivants :

Madame PIERSON Véronique
Madame GERAULD Geneviève

Monsieur PUGIN Jean-Maurice
Madame SCHONS Marie-Christine
Madame PIERROT Monique
Madame PERRIN Sylvia
Monsieur KLEFFERT Jean Michel

- d) pour les personnels qui leur sont rattachés, à l'ingénieur responsable de la logistique et aux ingénieurs et responsables des services techniques suivants :
- Monsieur PEREZ Richard
 - Monsieur MILLARD Jean-François
 - Monsieur LEBRUN Benoît
 - Monsieur PEROT Jean Louis
 - Monsieur PREVOST Damien
 - Monsieur ALBALADEJO Richard

Dans le cadre de la délégation donnée en b), c) et d) les directeurs cités en a) conservent un droit d'évocation et de réformation de la notation pour les personnels qui leur sont rattachés.

Donne délégation à Madame Rache RUTHMANN pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de service annuelle de cadrage du Centre Hospitalier Universitaire.

Article 5 : En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article précédent pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations spéciales d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisations spéciales d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de réformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

Article 6 : Donne délégation à Madame Françoise ABEL, Madame Michèle LLORCA, Monsieur Charles ROESCH, Monsieur Gérard UMLOR, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Martine LANG, Madame Jeanine LHOMMÉE, Monsieur Michael HACQUARD et Monsieur Patrick ALBERT, Adjoints des Cadres Hospitaliers pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Madame Michèle LLORCA et Madame Françoise ABEL pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Délégation est également donnée à Monsieur Charles ROESCH, Attaché d'Administration Hospitalière, Madame Jeannine LHOMMÉE, Monsieur Patrick ALBERT et Monsieur Michael HACQUARD, Adjoints des Cadres Hospitaliers, pour signature des assignations dans le cadre du service minimum en cas de grève.

Article 7 : En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Madame Rachel RUTHMANN, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous contrat d'accompagnement dans l'Emploi, ou sous contrat d'apprentissage.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

Article 8 : La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 9 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 10 : Cette délégation prendra effet à sa date de publication.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 26 octobre 2009

Le directeur général,
Philippe VIGOUROUX

AVIS ET COMMUNICATIONS

AUTRES SERVICES

CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE

Extrait de la décision n° 09-11 du 27 juillet 2009 relative à la mise en œuvre d'une évolution fonctionnelle du traitement portant sur la gestion des ressources humaines institutionnelles

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

DECIDE

Article 1^{er} : Il est créé au sein des organismes de mutualité sociale agricole, de la CCMSA, des centres régionaux de traitements informatiques, des GIE AGORA, de MSA SERVICES et des organismes adhérant à la FNEMSA, une évolution du traitement automatisé d'informations à caractère personnel concernant la gestion des ressources humaines institutionnelles.

Cette évolution doit permettre une fiabilisation des remontées de données concernant le personnel MSA, un partage d'information entre la FNEMSA et les organismes adhérents ainsi qu'une sécurisation de ces données. Cette évolution doit également permettre de restituer des indicateurs efficaces et pertinents nécessaires à la bonne gestion des ressources humaines.

Doivent également être traitées de nouvelles données à savoir la structure de rémunération en points, la prime d'intéressement, l'absentéisme, les effectifs (CDD/CDI) ainsi que la rémunération variable des AD (RVAD).

Article 2 : Pour ce faire, les informations concernées par ce traitement sont relatives à :

- des données d'identification (nom, prénom, sexe, adresse, date et lieu de naissance),
- au numéro de sécurité sociale,
- la situation familiale ou militaire,
- la formation-diplômes-distinctions,
- la vie professionnelle.

Les données figurant dans l'outil de gestion RHAPSODI sont conservées sur support informatique tant que le salarié est présent dans l'entreprise.

Les données relatives à la paie sont conservées 5 ans après le départ du salarié de l'entreprise.

Les données d'absence sont conservées 1 an après le départ du salarié de l'entreprise.

Article 3 : Les destinataires des informations visées à l'article 2 sont identiques à ceux du traitement déclaré à la CNIL en 2002 à savoir :

- Les instances représentatives du personnel (I.R.P.) : Le Comité d'Entreprise, les Délégués du Personnel, le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail,
- La Fédération Nationale des Employeurs de la Mutualité Sociale Agricole (F.N.E.M.S.A), organisme chargé de gérer les relations sociales entre les employeurs adhérents et leurs salariés,
- Le Trésor Public,
- L'ASFOSAR : association syndicale pour la formation professionnelle continue du personnel des organismes de sécurité sociale agricole et rural, ainsi que d'autres organismes de formation,
- L'AGECIFCAMA : association de gestion du congé formation du crédit agricole et de la mutualité agricole,
- Les mairies,
- L'organisme bancaire désigné par le salarié pour le règlement, via l'organisme bancaire retenu par l'entreprise
- La Caisse de Mutualité Sociale Agricole, organisme chargé du recouvrement des cotisations sociales.
- Le Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles (S.D.I.T.E.P.S.A.)
- Le Service Régional de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricole (S.R.I.T.E.P.S.A.) voir par rapport à l'existence de cet organisme
- Les organismes complémentaires de retraite et de prévoyance : AGRICA, CAMARCA
- La médecine du Travail
- La Direction Générale des Impôts (D.G.I.)
- Le Groupement pour le Développement de la Formation Professionnelle et de l'Emploi dans le monde rural (G.D.F.P.E.)
- L'Association nationale pour la gestion du Fonds d'Insertion Professionnelle des Handicapés (A.G.E.F.I.PH)
- Le Comité Inter professionnel du Logement (C.I.L.)
- L'Agence Nationale Pour l'Emploi (A.N.P.E.)
- La Direction Départementale du Travail et de la Formation Professionnelle (D.D.T.E.F.P.)
- Le service du personnel de l'organisme auquel est rattaché le salarié.

Est ajoutée la Commission interministérielle d'audit salarial du secteur public (CIASSP) en tant que nouveau destinataire.

Les destinataires ci-dessus autres que la FNEMSA et les gestionnaires RH des organismes adhérents, ont uniquement accès aux données qui leur sont transmises après traitement par la FNEMSA.

Le personnel (FNEMSA et organismes adhérents) dûment habilité n'ont accès qu'aux informations du SID RH qui sont strictement nécessaires à leur besoin, leur fonction, ou leur mission.

Article 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès du service chargé de la gestion des ressources humaines de l'entreprise à laquelle appartient la personne concernée par le présent traitement.

Le droit d'opposition ne s'exerce pas en l'espèce.

Article 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Correspondant à la protection des données à caractère personnel,

Christian FER

Bagnolet, le 27 juillet 2009

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole,
François GIN

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MSAL est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur de l'organisme pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès de l'organisme dont relève le salarié. ».

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 13 octobre 2009

Le Directeur Général,
Jean-Marie GERARD

Extrait de la décision n° 09-14 du 22 septembre 2009 relative à la mise en oeuvre d'une enquête pour la surveillance épidémiologique en milieu du travail réalisée en collaboration avec l'Institut de veille sanitaire

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

D E C I D E

Article 1^{er} : Il est créé au sein des organismes de mutualité sociale agricole un traitement automatisé d'informations à caractère personnel ayant pour finalité de permettre à l'Institut de Veille Sanitaire (INVS) de réaliser une enquête auprès des affiliés à la Mutualité Sociale Agricole pour la surveillance épidémiologique en milieu du travail.

Article 2 : Les informations concernées par ce traitement sont :

- des données d'identification (civilité, nom, prénom, classe d'âge, sexe)
- le numéro de sécurité sociale (NIR)
- l'adresse
- la vie professionnelle (statut professionnel, caisse d'affiliation)

Article 3 : Les destinataires des informations visées à l'article 2 (à l'exception du NIR) sont le prestataire de services Inter-routage Aubervilliers et l'Institut de veille sanitaire (INVS).

Article 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant au directeur de l'organisme de mutualité sociale agricole dont elle relève.

Toute personne peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données la concernant.

Article 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Correspondant à la protection des données à caractère personnel,

Christian FER

Bagnolet, le 22 septembre 2009

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole,
François GIN

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MSAL est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 15 octobre 2009

Le Directeur Général,
Jean-Marie GERARD

Extrait de la décision n° 09-15 du 12 octobre 2009 relative à un traitement de données à caractère personnel concernant la mise en œuvre d'une évaluation de satisfaction du réseau Alzheimer

Le directeur général de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole

D E C I D E

Article 1^{er} : Il est créé au sein des organismes de la Mutualité Sociale Agricole, à titre expérimental, un traitement automatisé d'informations à caractère personnel destiné au sein des réseaux Alzheimer, à la mise en place d'une évaluation de la satisfaction des personnes aidantes dont un parent est pris en charge dans un des réseaux Alzheimer depuis au moins un an.

Seuls les organismes de MSA suivants sont concernés par le traitement :

- Charente-Maritime, Finistère, Manche, Aveyron, Franche-Comté, Lot et Garonne.

Les informations contenues dans le questionnaire de satisfaction seront conservées pendant 2 mois par les organismes de MSA.

Article 2 : Les informations contenues dans le questionnaire sont relatives à :

- l'identification des personnes aidantes et/ou malades (nom, prénom, sexe, année de naissance, statut matrimonial)

- la vie familiale

- les habitudes de vie et comportement (investissement auprès de la personne malade)

Article 3 : Les destinataires des données du questionnaire sont essentiellement :

- les réseaux Alzheimer

- les CMSA

- la CCMSA/Direction des Etudes, des Répertoires et des Statistiques (DERS)/ Département Régulation, Evaluation et Etudes en Santé (REES)

Article 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, les personnes concernées par le traitement, peuvent obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations les concernant, en s'adressant auprès de la caisse dont ils relèvent.

Toute personne peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données la concernant.

Article 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole ainsi que les Directeurs des Caisses de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Le Correspondant à la protection des données à caractère personnel,

Christian FER

Bagnolet, le 12 octobre 2009

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole,
François GIN

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MSAL est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur Général de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Vandoeuvre-lès-Nancy, le 22 octobre 2009

Le Directeur Général,
Jean-Marie GERARD

CENTRE HOSPITALIER DE BRIEY**Avis de concours interne sur titres du 6 octobre 2009 pour le recrutement d'infirmiers cadres de santé**

Un concours interne sur titres est ouvert au Centre Hospitalier de Briey (Meurthe et Moselle), en application de l'article 2 décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière, en vue de pourvoir 2 postes d'Infirmiers Cadres de Santé vacant dans cet établissement.

Peuvent se présenter les candidats :

- Titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent, relevant des corps régis par les décrets n° 88-1077 du 30 novembre 1988, n° 89-609 du 1^{er} septembre 1989 et n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989.

- Comptant au 1^{er} janvier de l'année du concours, au moins 5 ans de services effectifs dans un ou plusieurs des corps précités.

Les dossiers de candidatures comprenant les diplômes ou certificats et notamment le diplôme de cadre de santé et un curriculum vitae établi sur papier libre doivent être adressés par lettre recommandée avec accusé de réception (le cachet de la poste faisant foi) à :

Madame la Directrice du Centre Hospitalier de Briey
31 avenue Albert de Briey
B.P 700 99
54 151 BRIEY

Briey, le 6 octobre 2009

Le directeur des ressources humaines et des relations sociales,
V. RHEIN-TALARD

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE**Avis de concours sur titres du 9 octobre 2009 en vue de pourvoir un poste de préparateur en pharmacie hospitalière**

Référence : décret n° 89-613 du 1^{er} septembre 1989 modifié par le décret n° 2001-825 du 7 septembre 2001

Un concours sur titres est organisé au Centre Hospitalier de Lunéville (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir 1 poste de préparateur en pharmacie hospitalière.

I – CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux candidats titulaires du diplôme de Préparateur en Pharmacie Hospitalière.

Les candidats doivent être âgés au plus de quarante cinq ans au 1^{er} Janvier de l'année du concours.

La limite d'âge mentionnée ci-dessus est reculée dans certaines conditions.

II – RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

La demande d'inscription à ce concours est à déposer ou à adresser sous pli recommandé à :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
Direction des Ressources Humaines
2 Rue Level
54300 LUNEVILLE

La demande d'admission à concourir doit être accompagnée des pièces suivantes :

- un justificatif de nationalité,

- un extrait de casier judiciaire ayant moins de trois mois de date,

- les diplômes et certificats dont les candidats sont titulaires,
- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires,
- un certificat médical délivré en application de l'article 10 du décret du 19 avril 1988,
- pour les candidats bénéficiaires de dispositions législatives et réglementaires permettant un recul de la limite d'âge, les pièces justificatives,
- un curriculum vitae établi par le candidat sur papier libre, indiquant le ou les titres détenus.

DATE LIMITE DE DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :
1 mois à compter de la publication du présent avis

Lunéville, le 9 octobre 2009

Le directeur,
J.-M. LALLEMAND

Avis de concours externe sur titres du 19 octobre 2009 pour le recrutement de deux ouvriers professionnels qualifiés (un poste : électricité ; un poste : cuisines)

Un concours sur titres est organisé au Centre Hospitalier de Lunéville (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

- 1 poste option électricité
- 1 poste option cuisines

CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux titulaires d'un CAP, soit d'un BEP, soit d'un diplôme au moins équivalent figurant sur une liste arrêtée par le ministre de la santé.

Les candidatures, accompagnées d'une lettre de motivation, et des pièces justificatives, sont à adresser sous pli recommandé ou par simple courrier (le cachet de la Poste faisant foi) à :

CENTRE HOSPITALIER DE LUNEVILLE
Direction des Ressources Humaines
2 Rue Level
54300 LUNEVILLE

DATE LIMITE DE DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE :
1 mois à compter de la publication du présent avis

Lunéville, le 19 octobre 2009

Le directeur,
J.-M. LALLEMAND

CENTRE HOSPITALIER DE VERDUN

Décision d'ouverture d'un concours sur titres pour le recrutement d'un diététicien(ne) du 23 octobre 2009

Le directeur du centre hospitalier de Verdun,

Vu la loi 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires.

Vu la loi 86.33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière,

Vu le décret 89.609 du 1^{er} septembre 1989 portant statuts particuliers des personnels de rééducation de la fonction publique hospitalière,

Vu la vacance d'un poste de diététicien diffusé le 26 décembre 2008 non pourvue par des candidats à la mutation,

D E C I D E

Article 1^{er} : Un concours sur titres est ouvert au Centre Hospitalier de VERDUN pour pourvoir 1 poste vacant de diététicien.

Article 2 : Peuvent être candidats les personnes titulaires du BTS de diététicien, DUT spécialité biologie appliquée option diététique ou d'un titre admis comme équivalent, (liste établie par arrêté ministériel), de nationalité française ou ressortissants de la CEE.

Article 3 : Les candidatures doivent parvenir dans le délai d'un mois après la publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs au Directeur du Centre Hospitalier de VERDUN, accompagnées des pièces suivantes :

- une copie de la carte nationale d'identité,
- un extrait de casier judiciaire ayant moins de 3 mois de date,
- la copie du diplôme permettant de postuler sur un emploi de diététiciens,
- le cas échéant, un état signalétique et des services militaires,
- un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé attestant que l'intéressé n'est atteint d'aucune maladie ou infirmité incompatibles avec l'exercice des fonctions, (liste des médecins agréés adressée sur demande par la Direction des Ressources Humaines),
- un curriculum vitae sur papier libre.

Article 4 : Une décision ultérieure fixera la composition du jury.

Verdun, le 23 octobre 2009

Pour le directeur,
Le directeur adjoint, chargé des ressources humaines,
F. DELHOUSTAL

